

Lucien Cerise

**GOUVERNER
PAR LE CHAOS**

Ingénierie sociale et mondialisation

Max Milo

ESSAIS-DOCUMENTS

TABLE DES MATIERES

ORDO AB CHAO

POLITIQUE ET MASSIFICATION

POLITIQUE ET MONDIALISATION

QU'EST-CE QUE L'INGÉNIERIE SOCIALE ?

LA STRATÉGIE DU CHOC

LA CONDUITE DU CHANGEMENT

LE *SOCIAL LEARNING*

LA FABRICATION DU CONSENTEMENT

LE *TITTYTAINMENT*

LE PIED-DANS-LA-PORTE

LE *MIND CONTROL*

LE VIRTUALISME

LA GUERRE CONTRE-INSURRECTIONNELLE

LE *REALITY-BUILDING*

LE MANAGEMENT NÉGATIF

LA THÉORIE DE LA JEUNE-FILLE

LE BIOPOUVOIR

CONCLUSION PROVISOIRE

L'APPEL DES RÉSISTANTS

ORDO AB CHAO

Dans un article du 19 novembre 2008 paru dans le quotidien Libération, le philosophe Giorgio Agamben récapitulait ainsi les débuts de l'affaire dite « de Tarnac » :

« À l'aube du 11 novembre, 150 policiers, dont la plupart appartenaient aux brigades antiterroristes, ont encerclé un village de 350 habitants sur le plateau de Millevaches avant de pénétrer dans une ferme pour arrêter neuf jeunes gens (qui avaient repris l'épicerie et essayé de ranimer la vie culturelle du village). Quatre jours plus tard, les neuf personnes interpellées ont été déférées devant un juge antiterroriste et “accusées d'association de malfaiteurs à visée terroriste”. »

Cagoulés et armés, les policiers et gendarmes ont rondement mené leur opération, déroulée sous le nez des journalistes, prévenus à l'avance, et d'une population locale choquée par la mise en scène intentionnellement spectaculaire et traumatisante. Âgés de 23 à 34 ans, les neuf individus arrêtés dans leur sommeil se retrouvaient mis en examen par le ministère de l'Intérieur pour avoir pris part à des sabotages de lignes de trains de la SNCF.

Un ouvrage politique, intitulé *L'Insurrection qui vient*, rédigé par un « Comité invisible » anonyme mais attribué à ce groupe, sert de pièce à conviction aux policiers. On peut y lire des appels à la désobéissance civile

et au sabotage des instruments du pouvoir, ce qui rattache ce texte à la mouvance qualifiée d'ultra-gauche, laquelle serait grandement susceptible de passer à l'acte, toujours selon le ministère.

Mais en dehors de ces suppositions, le dossier reste vide et les preuves matérielles ne se bousculent pas pour rendre l'accusation crédible. Une dizaine d'autres jeunes gens soupçonnés d'être liés à ce groupe ont été arrêtés le même jour ailleurs sur le territoire, mais rapidement relâchés, faute d'éléments à charge. Très vite, un autre comité, de soutien celui-là, se met en place, composé de proches des accusés, famille, amis, voisins, ainsi que d'intellectuels et de journalistes sympathisants. L'accusation un peu rapide de terrorisme et la détention sans preuve qui se prolonge pourtant pour plusieurs personnes ont scandalisé pas mal de monde, bien au-delà des milieux militants d'extrême gauche. D'autres collectifs de soutien poussent un peu partout en France et même à l'étranger ; des conférences, des concerts et des manifestations sont organisés sur le mot d'ordre : « Sabotons l'antiterrorisme ! »

Le samedi 31 janvier 2009, une de ces manifestations serpentait dans les rues de Paris à travers les 5^e et 14^e arrondissements. Une population hétérogène s'était au préalable rassemblée sur la place Edmond-Rostand, point de départ du défilé, entre les grilles vernies du jardin du Luxembourg et les colonnes du Panthéon au bout de la rue Soufflot. Le cortège se mit en branle en début d'après-midi et descendit vers le sud en direction de la prison de la Santé, où était encore embastillé Julien Coupât, l'un des neuf inculpés, présenté dans les médias comme le chef du groupe.

Tout au long du parcours, des cordons de CRS bloquent l'accès aux rues perpendiculaires et canalisent le cortège dans une sorte de souricière dont le but est d'empêcher que l'on puisse s'approcher en nombre de la maison

d'arrêt. Stoppés sur le boulevard Arago et se rendant compte trop tard de la manigance, des manifestants se mettent à envoyer des projectiles et à tirer horizontalement des feux d'artifice sur les CRS ; lesquels, protégés derrière leurs boucliers et leurs camions grillagés, ne risquent de toute façon pas grand-chose... la manifestation se dissout en une trentaine de minutes, laissant derrière elle une ambiance d'émeute urbaine avortée ainsi que des panneaux publicitaires démolis. Pendant tout le défilé, le camion sono d'où bourdonne de la musique arbore une parodie de slogan peinte sur son flanc : « Al-Qaïda. Oui, c'est possible ! »

De nombreuses personnes se sont munies de pancartes artisanales qui déclarent en substance « Nous sommes tous des terroristes ! » Des petits masques blancs, comme ceux du mouvement des stagiaires, sont distribués, sur lesquels on a écrit le mot *TERRORISTE* au marqueur. Bref, tout le monde réclame le statut de terroriste. Situation qui nous fait irrésistiblement penser à la dernière séquence de *V pour Vendetta*, quand le peuple descend dans la rue pour prendre d'assaut le Parlement, chaque visage dissimulé derrière un masque identique à celui de l'homme le plus recherché du pays, un justicier à la Robin des Bois présenté dans les médias comme... un terroriste.

Le fil conducteur de la suite des événements restera pour la postérité ce qu'il est effectivement convenu d'appeler une « bouffée délirante » de la justice française, condamnée à la fuite en avant pour ne pas perdre la face. Après des mois d'investigations, le dossier à charge est toujours aussi vide. Aucune preuve, rien, le néant. En dépit de cela, les mesures de détention et de contrôle policier s'empilent les unes par-dessus les autres sans aucun principe de réalité, une bonne vingtaine de personnes ont dû subir également de la garde à vue, et un dixième larron fut mis en examen pour

avoir eu le malheur d'être sympathisant de ces dangereux épiciers. Alors pourquoi ? Avec un petit clin d'œil, il est aujourd'hui permis de se demander : de quoi l'affaire de Tarnac est-elle le nom ?

Certes, des intérêts carriéristes particuliers ont probablement joué, quand des services du Renseignement ont eu besoin de s'inventer des ennemis pour ne pas disparaître dans des restructurations fatales, ou quand un conseiller en criminologie de l'Élysée s'est mis à voir des terroristes partout pour faire plaisir à l'un de ses premiers employeurs, la mairie de New York. Mais au-delà de ces petites tractations véreuses, cette histoire nous semble être le révélateur d'une véritable mutation du champ politique.

On pourrait dire qu'apparemment il n'y a rien de neuf sous le soleil. L'anthropologie nous a appris que, de tout temps, le pouvoir a dû s'appuyer sur le mensonge et les boucs émissaires pour asseoir son emprise. Mais les stratégies mensongères de l'ordre ancien présentaient malgré tout au moins un avantage, celui d'offrir en plus à la majorité dominée un espace de stabilité sociale et psychique. Le chaos était l'ennemi de l'ordre. Au XX^e siècle, de nouvelles formes de contrôle social sont apparues, que l'on peut rassembler sous le concept d'ingénierie sociale, et dont l'objet est non seulement de déréaliser la sphère publique, comme par le passé, mais en outre de déstructurer intentionnellement le corps social et le psychisme individuel dans les classes populaires. Aujourd'hui, le chaos est l'instrument de l'ordre.

Ce nouvel ordre postmoderne, mondialisé, globalisé, résulte dès lors d'une alliance entre le mensonge, plus que jamais au cœur du système, et d'un certain nombre de techniques de déconstruction programmée des équilibres socioculturels. Le « pompier pyromane » est le nom de l'une de ces méthodes de marketing politique, qui consiste, par exemple, à créer en

amont de l'insécurité pour créer en aval une « demande » de sécurité et y répondre par une « offre » sécuritaire.

L'antiterrorisme, comme mode de gouvernement reposant sur la diffusion d'une peur inductrice de soumission dans les couches populaires, a donc absolument besoin de terroristes, réels ou fictifs. Il faut dès lors les créer, par l'entretien de conditions sociologiques favorables à leur émergence, ou, à défaut, de manière totalement imaginaire. Les vrais terroristes, les plus dangereux, sont ainsi ceux qui occupent le pouvoir et qui, depuis des décennies, travaillent à ce que nos banlieues et quartiers difficiles explosent, de sorte à maintenir sous pression le bon peuple et à le pousser « librement » dans les bras d'une réponse politique répressive d'ampleur totalitaire. Des flics déguisés en « Black Blocks » ou en « racailles » complètent le tableau en venant grossir les troupes des casseurs de manifestations. Mais chut, personne ne doit le savoir et tous doivent trembler devant les « bandes », les « barbus » et l'ultra-gauche, sortes d'épouvantails sur lesquels le système est entièrement fondé et sans lesquels il s'effondrerait rapidement. Pour résumer, la SNCF a mille fois plus à redouter de ceux qui sont en train de la privatiser que des saboteurs de caténaires.

Notre objet d'étude est cette involution méthodique et planifiée dont l'analyse fut inaugurée dans l'ouvrage insurrectionnel déjà cité. Ce qui est arrivé à celles et ceux qui se sont associés de trop près à ce texte ne fait qu'en confirmer le constat. L'idéal politique, exposé dans le tract *Mise au point* distribué lors d'une manifestation hivernale, est ici réaffirmé au moins dans la perspective de « collectiviser » l'accusation, de l'étendre au maximum de sorte à la rendre ingérable par le pouvoir, sauf à ce qu'il révèle ses vraies intentions, à savoir l'incarcération de la population entière pour délit d'opinion, révélant par là même sa vraie nature.

Par solidarité avec ces camarades qui mènent un combat légitime, sans forcément partager l'ensemble de leurs options tant théoriques que pratiques, nous décidons néanmoins de mutualiser l'accusation qui pèse sur eux. Oui, nous sommes aussi le Comité invisible, et oui, nous continuons à penser et à écrire pour dire qu'il y a « un ordre à faire tomber ». *Détruire pour régner*, telle est la devise de ce Nouvel Ordre mondial fondé sur le chaos et qu'il nous faut renverser. *Détruire ceux qui détruisent pour régner* relève donc à ce stade de la simple légitime défense.

POLITIQUE ET MASSIFICATION

La définition d'une stratégie de défense pertinente suppose de bien connaître son ennemi pour en découvrir les points forts, à contourner, et les points de vulnérabilité, à attaquer. À cette fin, reprendre à notre compte les théories de la « gestion de risques », dont l'application permet de déceler les faiblesses ainsi que les saillances de tout système. Et pour commencer, décrire le théâtre des opérations, le plus précisément possible, avant d'agir.

Du général au particulier, l'état des lieux semble devoir commencer par le constat suivant : dans le contexte des sociétés de masse, la politique est toujours plus ou moins une activité de contrôle social exercé par des minorités dominantes sur des majorités dominées. Nulle raison de s'en réjouir, mais il semble bien qu'au-delà d'un certain seuil démographique, l'idéal politique de démocratie directe, participative et autogestionnaire doive céder sa place au système de la représentation, avec tous les phénomènes de confiscation élitaire du pouvoir qui lui sont consubstantiels.

La nature de ce contrôle social des masses, depuis longtemps synonyme de la pratique politique concrète, a néanmoins subi de profondes mutations au fil du temps, notamment au XX^e siècle. En effet, à partir des années vingt, l'étude scientifique du comportement humain a commencé de prendre la place de la religion et de la philosophie comme fondement de cette pratique politique. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le conseiller du Prince ne débattait plus d'idées à une tribune ou dans un

livre, mais s'occupait de stimuli-réponses dans un laboratoire. Ce changement de méthode a donné naissance ou s'est consolidé grâce à de nouvelles disciplines telles que le marketing, le management, la cybernétique, que l'on regroupe sous le terme de *sciences de la gestion*, et qui sont donc devenues les nouveaux instruments de la pratique politique et du contrôle social.

Ainsi, d'une activité d'inculcation d'un système de valeurs – une loi, divine ou républicaine –, la politique s'est déplacée vers les questions purement techniques d'ingénierie des comportements et d'optimisation de la gestion des groupes. Grâce à ces nouveaux outils, les élites politiques des pays industrialisés ont ainsi pu faire l'économie de toute forme d'axiologie, de discussion sur les valeurs, les idées, le sens et les principes, pour ne se consacrer qu'à une technologie organisationnelle des populations.

En l'espace de quelques décennies, les pays développés sont donc passés d'un contrôle social fondé sur le langage, l'interlocution, la convocation linguistique de l'humain et l'activation de ses fonctions de symbolisation, à un contrôle social reposant sur la programmation comportementale des masses au moyen de la manipulation des émotions et de la contrainte physique. Et sous cette impulsion, comme le remarque Bernard Stiegler, les sociétés humaines sont en train de passer d'un surmoi symbolisé, la Loi au sens général, à un surmoi automatisé, la contrainte technologique pure, après une transition par une sorte de « surmoi émotionnel » émanant du Spectacle.

Autrement dit, la politique qui était jadis l'art de réguler les contradictions d'un groupe par inculcation chez ses membres d'une Loi commune, une grammaire sociale structurante et permettant l'échange au-delà des désaccords, la politique est devenue aujourd'hui l'art d'automatiser

les comportements sans discussion. La fonction symbolique, c'est-à-dire la capacité de rationalisation des émotions et d'articulation dialectique de leurs contradictions dans un discours partagé, la capacité à continuer de se parler alors que nous ne sommes pas d'accord, clé de voûte de l'élaboration du sens commun d'un groupe organisé et du tissage du lien social, est directement attaquée par cette mutation. Si le sujet humain est bien un « sujet parlant » comme l'indique la psychanalyse, un être de Verbe, de Parole, de dialectique, donc aussi de polémique, alors on peut dire que ces nouveaux instruments de la pratique politique permettent de faire tout simplement l'économie de la subjectivité et de réduire un groupe de sujets à un ensemble d'objets.

POLITIQUE ET MONDIALISATION

Jacques Attali, un des plus fins observateurs socio-politiques de l'époque, ne cesse de le rappeler, que ce soit dans ses publications ou ses interventions médiatiques : la plupart des dirigeants contemporains ne poursuivent fondamentalement que deux buts, le premier étant de mettre sur pied un gouvernement mondial ; le deuxième, afin de protéger ce gouvernement mondial de tout renversement par ses ennemis, étant de créer un système technique mondialisé de surveillance généralisée fondé sur la traçabilité totale des objets et des personnes.

Ce système global de surveillance est déjà fort avancé grâce à l'informatique, à la téléphonie mobile et aux dispositifs de caméras, statiques ou embarquées dans des drones, en nombre toujours croissant dans nos villes. Un pas supplémentaire sera bientôt franchi avec la technologie RFID (Radio Frequency IDentification) et les implants corporels de composants électroniques émetteurs de signaux qui assureront notre géolocalisation permanente. Ce tatouage numérique, plus qu'indélébile puisqu'enfoui dans nos chairs sous forme de puces miniaturisées jusqu'au nanomètre, contiendra en outre les informations biographiques et biométriques suffisantes pour autoriser le profilage à distance de son porteur et permettre ainsi d'anticiper sur tout comportement évalué comme potentiellement dangereux de sa part^[1].

Profondément travaillé par ce fantasme d'ubiquité sécuritaire, le pouvoir politique se limite aujourd'hui à l'application du principe de précaution et à une recherche effrénée de réduction de l'incertitude et du risque zéro. L'intégration mondialiste, comme projet politique imposé par certaines élites aux populations, n'est ainsi rien d'autre que la mise en place d'un vaste système de prévisibilité et de réduction de l'incertitude des comportements de ces populations, autrement dit un système de contrôle total des contre-pouvoirs. Il y a en effet équivalence entre imprévisibilité et pouvoir, ainsi que le notent Michel Crozier et Erhard Friedberg dans un ouvrage fondateur de la sociologie des organisations :

« [...] le seul moyen que j'ai pour éviter que l'autre me traite comme un moyen, comme une simple chose, c'est de rendre mon comportement imprévisible, c'est-à-dire d'exercer du pouvoir. Dans le cadre de la relation de pouvoir la plus simple, telle que nous avons pu la découvrir sous-jacente à toute situation d'organisation, nous avons montré que la négociation pouvait être reconstruite en logique à partir d'un raisonnement sur la prévisibilité. Chacun cherche à enfermer l'autre dans un raisonnement prévisible, tout en gardant la liberté de son propre comportement. Celui qui gagne, celui qui peut manipuler l'autre, donc orienter la relation à son avantage, est celui qui dispose d'une plus grande marge de manœuvre. Tout se passe donc comme s'il y avait équivalence entre prévisibilité et infériorité^[2]. »

Ces enjeux de pouvoir politique s'inscrivent dans une lutte des classes sociales. L'homme d'affaires et milliardaire américain Warren Buffett confiait en 2006 au *New York Times* :

« Il y a une guerre de classes, c'est sûr, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui fait la guerre et nous sommes en train de gagner^[3]. »

Détaillons maintenant ces outils dont le pouvoir s'est doté pour s'assurer une supériorité définitive sur les populations en s'assurant la prévisibilité totale de leurs comportements.

QU'EST-CE QUE L'INGÉNIERIE SOCIALE ?

La culture de l'inégalité ne concerne pas que le domaine économique. Elle touche aussi à la configuration du champ perceptif. En effet, le fondement des théories de la surveillance, tel que résumé par le principe panoptique de Jeremy Bentham, est la dissociation du couple « voir et être vu ». La politique comme ingénierie sociale consiste alors à bâtir et entretenir un système inégalitaire où les uns voient sans être vus, et où les autres sont vus sans voir. Le but de la manœuvre est de prendre le contrôle du système de perception d'autrui sans être soi-même perçu, puis d'y produire des effets en réécrivant les relations de cause à effet de sorte qu'autrui se trompe quand il essaie de les remonter pour comprendre sa situation présente.

Dans son livre sur la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007, Yasmina Reza nous rapporte ces propos d'un de ses conseillers, Laurent Solly :

« [...] la réalité n'a aucune importance. Il n'y a que la perception qui compte^[4]. »

Ce constructivisme radical, issu de l'école de Palo Alto et très en vogue dans le milieu des consultants, n'hésite pas à considérer que la perception peut être détachée de tout référent objectif, réel. L'ingénierie des perceptions devient alors une activité quasi démiurgique de construction

d'hallucinations collectives, partagées, normalisées et définissant la réalité commune, autrement dit un ensemble stabilisé de relations causales falsifiées.

Ainsi que l'avance dans un essai le célèbre pirate informatique Kevin Mitnick, l'ingénierie sociale serait *L'art de la supercherie* ; plus précisément l'art d'induire autrui en erreur et d'exercer un pouvoir sur lui par le jeu sur les défaillances et les angles morts de son système de perception et de défense. Illusionnisme et prestidigitation appliqués à tout le champ social, de sorte à construire un espace de vie en trompe-l'œil, une réalité truquée dont les règles véritables ont été intentionnellement camouflées.

Ces techniques de manipulation s'appuient sur les sciences de la gestion, nébuleuse de disciplines qui ont commencé à constituer un corpus cohérent à partir des années vingt et dont la théorie de l'information et la cybernétique résument les grandes lignes idéologiques : à savoir, les êtres vivants et les sujets conscients sont des systèmes d'information susceptibles d'être modélisés, contrôlés, voire piratés au même titre que les systèmes d'information non-vivants et composés d'objets non-conscients. Pour les plus connues, ces disciplines gestionnaires sont le marketing, le management, la robotique, le cognitivisme, la psychologie sociale et behaviouriste (comportementale), la programmation neurolinguistique (PNL), le *storytelling*, le *Social Learning*, le *reality-building*.

Le point commun de ces disciplines réside dans leur rapport à l'incertitude, qu'elles tentent toujours de réduire au minimum, si possible à zéro. Le monde est ainsi perçu uniquement sous l'angle de systèmes d'échange et de traitement de l'information qu'il faut réussir à gérer du

mieux possible, c'est-à-dire en réduisant l'incertitude de leur fonctionnement, en les contrôlant le plus précisément possible.

En outre, contrairement aux sciences humaines et sociales, ces sciences gestionnaires ne se contentent pas d'observer et de décrire leur objet d'étude, elles interviennent aussi dessus dans le sens d'une ingénierie, donc d'un travail de reconfiguration d'un donné. Quand elle se fait à l'insu du système reconfiguré, la reconfiguration devient un viol furtif de l'intégrité du système et porte le nom de piratage, ou *hacking*.

Et quand il s'applique à l'humain, cet interventionnisme reconfigurateur pirate se donne généralement pour but de reconfigurer le donné humain dans le sens d'une réduction de l'incertitude liée au comportement de ce donné humain, individuel ou groupal.

La politique, en tant qu'ingénierie sociale, gestion des masses humaines, réduction de l'incertitude du comportement des populations, s'appuie donc tout d'abord sur une phase descriptive, constituée de travaux de modélisation de ces comportements populaires afin d'en définir les structures générales et les constantes.

Ces travaux de modélisation mettent à jour les programmes, routines, conditionnements psychiques et algorithmes comportementaux auxquels obéissent les groupes humains. L'informatique est l'outil idéal, par exemple dans le calcul complexe (probabiliste et stochastique) des mouvements de foule, qui sert à la gestion des risques dans les instances professionnelles d'hygiène et de sécurité (évacuation des bâtiments), mais aussi à la police et l'armée pour encadrer et prévenir toute manifestation qui risquerait de déstabiliser le pouvoir.

De plus, le travail d'espionnage d'une population, dans l'optique de modéliser ce qu'elle pense et ainsi désamorcer les nouvelles tendances critiques, requiert un travail de surveillance, de renseignement, de collecte d'informations et de fichage considérablement facilité par les développements de l'informatique ubiquitaire, ou ambiante et diffuse dans l'environnement, telle que théorisée par Mark Weiser, ainsi que par les « systèmes experts » de croisement des bases de données électroniques locales, publiques et privées (interception des communications, paiements par cartes, etc.).

Le recoupement de ces informations glanées sur les réseaux numériques permettant de calculer par *profiling* une estimation du taux de dangerosité qu'une population (ou un individu) représente pour le pouvoir, on comprend dès lors que l'informatisation de la société, pour y faire basculer le maximum d'éléments de la vie des populations, soit une priorité des politiques contemporaines.

Dans son ouvrage *Surveillance globale*, Éric Sadin nous dresse une liste presque exhaustive de ces nouvelles formes de pouvoir à vocation non plus punitive mais anticipatrice et dont l'emprise est strictement coextensive à celle de la sphère technologique. Aux États-Unis, dans la foulée du *Patriot Act*, sont apparus des programmes gouvernementaux de surveillance électronique tels que le Total Information Awareness et le Multistate Anti-Terrorism Information Exchange (MATRIX).

Plus récemment, l'Union européenne s'est dotée, elle aussi, de programmes dont les objectifs consistent à centraliser pour la police la « détection automatique de comportement anormal et de menaces », que ce soit dans le cyberspace pour INDECT Project, ou dans la rue, au moyen

des caméras de surveillance pour ADABTS (acronyme d'Automatic Détection of Abnormal Behaviour and Threats in crowded Spaces).

En France, le ministère de l'Éducation nationale se livre depuis quelques années à une scrutation de ses forums de discussion sur Internet, soustraitée en 2008 par l'entreprise spécialisée en stratégies d'opinion i&e. L'appel d'offres pour 2009 comporte les missions suivantes :

« Identifier les thèmes stratégiques (pérennes, prévisibles ou émergents). Identifier et analyser les sources stratégiques ou structurant l'opinion. Repérer les leaders d'opinion, les lanceurs d'alerte et analyser leur potentiel d'influence et leur capacité à se constituer en réseau. Décrypter les sources des débats et leurs modes de propagation. Repérer les informations signifiantes (en particulier les signaux faibles). Suivre les informations signifiantes dans le temps. Relever des indicateurs quantitatifs (volume des contributions, nombre de commentaires, audience, etc.). Rapprocher ces informations et les interpréter. Anticiper et évaluer les risques de contagion et de crise. Alerter et préconiser en conséquence. Les informations signifiantes pertinentes sont celles qui préfigurent un débat, un "risque opinion" potentiel, une crise ou tout temps fort à venir dans lesquels les ministères se trouveraient impliqués. [...] La veille sur Internet portera sur les sources stratégiques en ligne ; sites "commentateurs" de l'actualité, revendicatifs, informatifs, participatifs, politiques, etc. Elle portera ainsi sur les médias en ligne, les sites de syndicats, de partis politiques, les portails thématiques ou régionaux, les sites militants d'associations, de mouvements revendicatifs ou alternatifs, de leaders d'opinion. La veille portera également sur les moteurs généralistes, les forums grand public et spécialisés, les blogs, les pages personnelles, les

réseaux sociaux, ainsi que sur les appels et pétitions en ligne, et sur les autres formats de diffusion (vidéos, etc.). Les sources d'informations formelles que sont la presse écrite, les dépêches d'agences de presse, la presse professionnelle spécialisée, les débats des assemblées, les rapports publics, les baromètres, études et sondages seront également surveillés et traités. Les interactions entre des sources de nature différente, les passages de relais d'un média à l'autre seront soigneusement analysés. [...] Clé de voûte du dispositif de veille, le passage en "mode alerte" visera à transmettre systématiquement les informations stratégiques ou les signaux faibles susceptibles de monter de manière inhabituellement accélérée^[5]. »

Les ministères de la Santé, de la Justice et de l'Intérieur ont également recours aux services d'entreprises offrant les mêmes prestations. Quant à la veille du paysage éditorial et au repérage des publications éventuellement subversives, elle est pointilleuse, comme l'ont appris à leurs dépens les camarades corréziens :

« À cette même période, le criminologue Alain Bauer pianote un matin, comme à son habitude, sur le site internet de la Fnac et Amazon.com en quête des nouveautés en librairie lorsqu'il tombe par hasard sur *L'Insurrection qui vient* (Éditions La Fabrique). Le consultant en sécurité y voit la trace d'un "processus intellectuel qui ressemble extraordinairement aux origines d'Action directe" et, sans barguigner, achète d'un coup 40 exemplaires. Il en remettra un en mains propres au directeur général de la police nationale, Frédéric Péchenard, assorti d'une petite note. Rédigé par un "Comité invisible", l'ouvrage est

attribué par les policiers à Julien Coupât, qui fait figure de principal accusé dans l'affaire de Tarnac^[6]. »

Parvenu à un stade de modélisation de la population considéré comme suffisant, on peut alors passer à la deuxième phase, le travail d'ingénierie proprement dit, s'appuyant sur ces modèles découverts pour les reconfigurer dans le sens d'une standardisation accrue, et donc d'une meilleure prévisibilité des comportements. L'ingénierie politico-sociale consiste ni plus ni moins que dans un travail de programmation et de conditionnement des comportements, ou plutôt de reprogrammation et de reconditionnement, puisque l'on ne part jamais d'une *tabula rasa*, mais toujours d'une culture déjà donnée du groupe en question, avec ses propres routines et conditionnements.

Les sociétés humaines, en tant que systèmes d'information, peuvent ainsi être reconfigurées dans le sens d'une harmonisation, homogénéisation, standardisation des normes et des procédures, afin de conférer à celles et ceux qui les pilotent une meilleure vue d'ensemble et un meilleur contrôle, l'idéal étant de parvenir à fusionner la multitude des groupes humains hétérogènes dans un seul groupe global, un seul système d'information. Une administration centralisée et une gestion sécurisée : les architectes de la mondialisation ne poursuivent pas d'autres buts.

LA STRATÉGIE DU CHOC

L'ingénierie sociale comme travail de reconfiguration d'un donné humain procède toujours en infligeant des chocs méthodiques. En effet, reconfigurer un système pour le rendre plus sûr et prédictible exige au préalable d'effacer son mode de configuration actuel. La réinitialisation d'un groupe humain requiert donc de provoquer son amnésie par un traumatisme fondateur, ouvrant une fenêtre d'action sur la mémoire du groupe et permettant à un intervenant extérieur de travailler dessus pour la reformater, la réécrire, la recomposer.

L'expression *stratégie du choc* pour désigner cette méthode de *hacking* social a été popularisée par Naomi Klein. Dans *La Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, l'auteure met en évidence l'homologie des modes opératoires du capitalisme libéral et de la torture scientifique telle que théorisée dans les manuels de la CIA (à grand renfort de références psychiatriques sur les thérapies par le trauma), à savoir la production intentionnelle de chocs régressifs, sous la forme de crises économiques planifiées et/ou de traumatismes émotionnels méthodiques, afin d'anéantir les structures données jusqu'à une table rase permettant d'en implanter de nouvelles.

La crise économique actuelle n'échappe évidemment pas à ces grandes manœuvres de refondation par la destruction, qui visent le plus souvent à centraliser davantage un système pour en simplifier le pilotage.

Dans une étude parue en mai 2009, le Center for Public Integrity, une association américaine de journalistes d'investigation, estime que

« les banques américaines et européennes n'ont pas été des victimes de la crise financière qui a éclaté aux États-Unis en 2008, mais sont coupables de l'avoir délibérément provoquée^[7] [...] ».

De son côté, l'économiste F. William Engdahl décrit ainsi sur son blog les tenants et aboutissants d'un phénomène programmé :

« Utiliser la panique pour centraliser le pouvoir. Comme je l'expose dans mon prochain livre, *Power of Money: The Rise and Décliné of the American Century* (“Le pouvoir de l'argent : essor et déclin du siècle états-unien”), dans toutes les grandes paniques financières aux États-Unis depuis au moins celle de 1835, les titans de Wall Street, surtout la maison JP Morgan avant 1929, ont délibérément déclenché la panique bancaire en coulisses pour consolider leur emprise sur le système bancaire états-unien. Les banques privées ont utilisé cette panique pour contrôler la politique de Washington, notamment la définition exacte de la propriété privée de la nouvelle Réserve fédérale en 1913, et pour consolider leur contrôle sur les groupes industriels comme US Steel, Caterpillar, Westinghouse, etc. En bref, ce sont des habitués de ce genre de guerre financière, qui augmentent leur pouvoir. Ils doivent maintenant faire quelque chose de semblable à l'échelle mondiale afin de pouvoir continuer à dominer la finance mondiale, le cœur de la puissance du siècle états-unien^[8]. »

On connaît l'histoire du développeur informatique qui diffusait lui-même des virus pour, ensuite, vendre les antivirus aux propriétaires d'ordinateurs

infectés. Dans le champ économique, on parlera aussi de dérégulation ou de libéralisation pour évoquer par euphémisme ces déstructurations intentionnelles. Naomi Klein en donne de multiples exemples, appuyés par des réflexions théoriques de Milton Friedman, dont sa fameuse sentence de 1982, « Seule une crise – réelle ou supposée – peut produire des changements », qui toutes convergent dans le dessein de détruire les économies nationales, locales ou d'échelle encore inférieure, en les dérégulant et libéralisant, pour les re-réguler en les plaçant sous tutelle d'entreprises multinationales privées ou d'organisations transnationales telles que le Fonds monétaire international (FMI).

Il s'agit à chaque fois de faire perdre à une entité sa souveraineté, son self-control, pour la mettre sous un contrôle extérieur. L'obstacle majeur de ce processus est le niveau de santé de l'entité, synonyme en politique de son niveau d'autonomie et de souveraineté, qui résiste naturellement à cette tentative de reconfiguration par une prise de contrôle extérieure, cette « OPA hostile », ressentie comme une aliénation et une transgression de son intégrité. La violence des chocs infligés sera à la mesure du niveau de santé et de souveraineté de l'entité, son niveau de résistance.

En outre, dans un cadre d'ingénierie sociale, il n'est pas nécessaire que les chocs infligés soient toujours réels ; ils peuvent se dramatiser uniquement dans le champ des perceptions. Les chocs méthodiques peuvent donc relever du canular et de l'illusion purs, ou encore entremêler réel et illusion, comme le note Alain Minc dans *Dix jours qui ébranleront le monde* :

« Seul un événement traumatique nous réveillera, tant l'effet du 11 septembre 2001 s'est évanoui. Ce peut être une fausse alerte à Londres,

l'apparition d'un cybervirus susceptible de bloquer les réseaux informatiques mondiaux, ou pire le geste d'un psychopathe s'estimant lui-même à l'aune du nombre de ses victimes. Les démocraties n'anticipent jamais mais elles réagissent. L'opinion interdit en effet les mesures préventives qui bousculeraient la vie quotidienne mais elle accepte les décisions qui suivent un événement traumatique. Rien ne serait mieux, pour nous mettre en alerte, qu'un gigantesque canular, dès lors qu'il aura suscité une panique : un faux chantage nucléaire serait donc de bonne pédagogie^[9]. »

LA CONDUITE DU CHANGEMENT

La résistance au changement, tel est le problème principal à surmonter en ingénierie sociale. La question qui se pose toujours au praticien est « Comment provoquer le moins de résistance à mon travail de reconfiguration, comment faire en sorte que les chocs infligés ne provoquent pas une réaction de rejet ? » Donc comment faire accepter le changement, et si possible comment le faire désirer, comment faire adhérer aux chocs et au reformatage qui s'en suit ? Comment faire aimer l'instabilité, le mouvement, la précarité, le « bougisme » ? Bref, comment inoculer le syndrome de Stockholm à des populations entières ? Un prélude consiste à préparer les esprits en faisant la promotion dans l'espace public de mots-clés tels que *nomadisme*, *dématérialisation*, *déterritorialisation*, *mobilité*, *flexibilité*, *rupture*, *réformes*, etc. Mais ce n'est nullement suffisant. Dans tous les cas, l'attaque directe, dont la visibilité provoque un cabrage réactif contre-productif, doit être abandonnée au profit d'une tactique indirecte, dite de contournement dans le vocabulaire militaire (Sun Tzu, Liddell Hart).

En termes de management et de sociologie des organisations, cette stratégie du choc indirect est appelée « conduite du changement », ou « changement dirigé ».

Le numéro 645 de l'hebdomadaire *Charlie Hebdo* nous rapporte ces propos de Renaud Dutreil, à l'époque ministre de la Fonction publique,

tenus le 20 octobre 2004 dans le cadre d'un déjeuner-débat de la Fondation Concorde sur le thème « Comment insuffler le changement ? » :

« Comme tous les hommes politiques de droite, j'étais impressionné par l'adversaire. Mais je pense que nous surestimions considérablement cette force de résistance. Ce qui compte en France, c'est la psychologie, débloquer tous ces verrous psychologiques [...] Le problème que nous avons en France, c'est que les gens sont contents des services publics. L'hôpital fonctionne bien, l'école fonctionne bien, la police fonctionne bien. Alors il faut tenir un discours, expliquer que nous sommes à deux doigts d'une crise majeure, c'est ce que fait très bien Michel Camdessus, mais sans paniquer les gens, car à ce moment-là, ils se recroquevillent comme des tortues^[10] [...]»

La méthode illustrée par ces propos résume à elle seule l'esprit de l'ingénierie sociale – faire changer un groupe alors qu'il n'en éprouve pas le besoin puisque, globalement, ça marche pour lui – et la méthode proprement dite : le dysfonctionnement intentionnel de ce qui marche bien mais que l'on ne contrôle pas pour le remplacer par quelque chose que l'on contrôle ; en l'occurrence, la destruction de services publics qui marchent bien mais qui échappent à la spéculation et au marché pour les remplacer par des services privatisés et sur fonds spéculatifs.

Pour ne parler que de la France, ce pays est, depuis la prise de pouvoir du gouvernement Sarkozy, l'objet d'une destruction totale, méthodique et méticuleuse, tant de ses structures sociales que politiques et culturelles, destruction accompagnée d'un gros travail de fabrication du consentement de sa population à une dégradation sans précédent de ses conditions de vie afin de les aligner sur celles de la mondialisation libérale. Par le passé, une

destruction d'une telle ampleur, à l'échelle d'une nation, nécessitait un coup d'Etat ou une invasion militaire. Ses responsables étaient accusés des crimes de haute trahison et d'intelligence avec l'ennemi. (Ce que l'exécutif semble effectivement craindre, une révision de février 2007 du statut pénal du chef de l'État ayant abandonné l'expression haute trahison pour celle de manquements à ses devoirs manifestement incompatibles avec l'exercice de son mandat).

De nos jours, une conduite du changement bien menée réalise la même chose qu'un putsch ou qu'une guerre mais sans coup férir, par petites touches progressives et graduelles, en segmentant et individualisant la population impactée, de sorte que la perception d'ensemble du projet soit brouillée et que la réaction soit rendue plus difficile. Ainsi, Denis Kessler, ancien vice-président du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), écrivait dans le magazine Challenges en octobre 2007 :

« Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie. Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme... À y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance^[11] ! »

D'autres appellations peuvent encore qualifier cette méthode : stratégie de tension, pompier pyromane, ordre à partir du chaos, destruction créatrice, « dissoudre et coaguler », ou encore la trilogie problème-réaction-solution. Kurt Lewin et Thomas Moriarty, deux fondateurs de la psychologie sociale, ont théorisé cette méthode en trois temps dans l'articulation entre ce qu'ils ont appelé « effet de gel » et « fluidification ». L'effet de gel qualifie la tendance spontanée de l'être humain à ne pas changer ses habitudes et ses structures internes de fonctionnement, à entretenir son « habitus » dirait Bourdieu, tendance qui se trouve au fondement de toute culture et de toute tradition comme ensemble d'habitudes ordonnées propres à un groupe et transmises à l'identique entre générations. La fluidification désigne l'action extérieure au groupe consistant à jeter le trouble dans sa culture et ses traditions, créer des tensions dans le but de déstructurer ses habitudes de fonctionnement et de disloquer ce groupe à plus ou moins brève échéance. Affaibli et vulnérable, ses défenses immunitaires entamées et son niveau de souveraineté abaissé, le groupe peut alors être reconstruit sur la base de nouvelles normes importées, qui implantent un type de régulation exogène permettant d'en prendre le contrôle de l'extérieur.

La célèbre phrase de Jean Monnet, un des pères fondateurs de l'Union européenne, « Les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise », pourrait servir de maxime à tous les ingénieurs sociaux. Une conduite du changement bien menée consiste ainsi en trois étapes : fluidifier les structures « gelées » du groupe par l'injection de facteurs de troubles et d'éléments perturbateurs aboutissant à une crise – c'est l'étape 1 de la création du problème, la destruction intentionnelle ou « démolition contrôlée » ; cette déstabilisation

provoque inévitablement une réaction de désarroi dans le groupe – c'est l'étape 2, dont la difficulté consiste à doser avec précaution les troubles provoqués, une panique totale risquant de faire échapper le système au contrôle de l'expérimentateur ; enfin, l'étape 3, on apporte une solution de re-stabilisation au groupe, solution hétéronome que le groupe accueillera avec enthousiasme pour calmer son angoisse, sans se rendre compte que, ce faisant, il s'est livré à une ingérence extérieure.

LE SOCIAL LEARNING

La conduite du changement comme technique de prise de contrôle d'un groupe se marie tout naturellement avec l'Apprentissage collectif, ou *Social Learning*. Afin d'expliquer en quoi consiste cette approche, nous commencerons par une citation longue mais parfaitement explicite d'Éric Denécé, le fondateur du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R) :

« Le *Social Learning* utilise les effets combinés de la culture, de la connaissance et de la psychologie pour amener une population ciblée à raisonner selon un certain schéma de pensée initié par l'influenceur, dans des buts politiques, économiques ou socioculturels. Le *Social Learning* est donc un formatage social à des fins d'influence. Son objectif est la conquête des "territoires mentaux". Par le biais du *Social Learning*, les acteurs économiques cherchent à prendre le contrôle d'un marché, en amont, en façonnant ses goûts et ses besoins – voire en les conditionnant – et enfin en lui imposant ses produits, qui paraissent alors répondre naturellement à ses attentes. Il s'agit d'adapter, parfois longtemps à l'avance, le client à son offre, de détruire celle de la concurrence, mais aussi de substituer l'influence politique et culturelle de son État à celle de nations rivales. À l'ère de l'information, la diplomatie de la canonnière se voit ainsi remplacée par l'influence intellectuelle. [...] Ce qu'il vise, ce sont les centres de décision ou de

référence d'une nation – administratifs, politiques, économiques, culturels, sportifs, musicaux, etc. – ayant un pouvoir de décision, d'influence, d'entraînement sur le reste de la communauté. Cette manœuvre oriente alors en toute légitimité les publics visés vers l'offre se dissimulant derrière ce processus de formation apparemment anodin. Il s'agit d'une conquête des cœurs et des esprits très en amont des débouchés commerciaux. [...] *Les origines du Social Learning*. Avant même la fin de la Seconde Guerre mondiale, alors que la victoire des alliés était acquise, les Anglais et les Américains s'interrogèrent sur la meilleure manière d'éviter qu'un nouveau conflit n'éclate avec l'Allemagne. La solution retenue fut de créer une connivence de valeurs entre les trois pays. Des liens furent alors tissés avec les futures élites allemandes, afin d'établir un échange d'idées. Ainsi, à Wilton Parle, manoir des environs de Londres, les Anglo-Américains organisèrent dès 1944 des réunions qui eurent pour but d'éduquer les élites allemandes qui allaient succéder à Hitler à une vision du monde anglo-saxonne fondée sur la démocratie et le libéralisme économique. Cette démarche avait pour objectif de les extraire de leur "germanité" et d'en faire des êtres "civilisés", selon les normes anglo-américaines. Une telle initiative fut renforcée par le plan Marshall (1947), puis par l'importante présence américaine dans le cadre de l'OTAN. Elle a abouti à l'arrimage durable de l'Allemagne fédérale à l'Europe de l'Ouest et à l'atlantisme^[12]. »

Le *Social Learning* se consacre ainsi à la modification intentionnelle du mode de vie, des mœurs, us et coutumes d'un groupe humain donné, à son insu et en laissant croire qu'il s'agit d'une évolution naturelle. Par exemple, l'exode rural et la concentration des populations dans les villes, phénomènes

typiques de la mondialisation, toujours présentés comme des fatalités historiques, répondent en réalité à deux objectifs : l'un économique, couper les groupes humains de leur autonomie alimentaire pour les rendre totalement dépendants des fournisseurs industriels et des semenciers d'organismes génétiquement modifiés (Monsanto, Limagrain) ; l'autre, politique, faciliter la surveillance, plus aisée en milieu urbain qu'à la campagne.

Cette convergence d'intérêts et de méthodes du marché et de la politique a commencé d'être élaborée et concertée à partir des années vingt, comme l'analyse Stuart Ewen, historien de la publicité. En s'appuyant sur d'abondantes citations de leurs écrits et déclarations dans la presse, Ewen montre comment des industriels et des chercheurs américains en sciences sociales réfléchirent ensemble, au sortir de la première guerre mondiale, aux moyens de créer un nouveau type de société et un nouveau type d'individu exclusivement orientés sur la production et la consommation. Il résume ainsi leurs réflexions :

« Créer une culture nationale et lui donner une cohérence grâce au lien social de la consommation, voilà un projet qui relève fondamentalement de la "planification sociale". [...] Les structures familiales traditionnelles, les styles de vie ruraux, les codes éthiques des immigrants, avaient largement façonné les attitudes des classes laborieuses en Amérique [...] La subjectivité de la culture traditionnelle gênait la marche du machinisme vers la synthèse à venir, promise par l'ordre nouveau de la culture industrielle. Il appartenait à l'industrie de donner forme à ce nouvel ordre en s'arrangeant pour liquider l'ancien^[13]. »

Le *Social Learning* désigne ainsi un changement dirigé s'appuyant sur la « fabrication du consentement » au changement. Il s'agit d'une stratégie indirecte de pression comportementale visant à désamorcer en amont toute résistance au changement et aux troubles qu'il provoque par le camouflage de toute intention stratégique contre laquelle résister, de sorte que le pilotage conscient du groupe reste inconscient à ce dernier, imperceptible et attribué à une évolution naturelle des sociétés dont personne n'est responsable.

« *There is no alternative !* », comme le martelait Margaret Thatcher.

Dissimuler toute trace de volonté dans le processus de changement est primordial pour faire accepter les chocs en provoquant le moins de réactions possible, hormis peut-être de la nostalgie et des propos dépités sur la décadence et la nature humaine qui serait mauvaise. Fatalisme, résignation, soumission et passivité sont escomptés.

Il est impératif que le sujet piloté soit le moins conscient de l'existence du pilotage et du pilote, de sorte qu'il ne puisse même pas lui venir l'idée de s'immiscer dans le mécanisme pour y jouer un rôle actif. À cette fin, il paraît nécessaire de rendre impossible au sujet piloté d'accéder à une vision d'ensemble du système dans lequel il se trouve, une vision globale de surplomb, générale et systémique, qui lui permettrait de remonter aux causes premières de la situation. Cette opération de brouillage, qui n'est rien d'autre qu'un piratage du système de perception et d'analyse du sujet, consistera à spécialiser ses capacités de raisonnement et à les fragmenter sur des tâches particulières, de sorte à orienter leur focalisation dans un sens qui reste inoffensif pour le pouvoir.

LA FABRICATION DU CONSENTEMENT

Le piratage d'un sujet aux fins d'obtenir son consentement peut aussi s'appuyer sur une régression mentale provoquée. Cette technique suppose, dans un premier temps, de ne s'adresser qu'aux émotions et à l'affectivité. Noam Chomsky et Edward Herman ont rendu célèbre l'expression de *fabrication du consentement* (ou encore *fabrique de l'opinion*), mais c'est Edward Bernays (1891 - 1995) qui l'a inventée. Neveu de Freud, grand lecteur de Gustave Le Bon et de sa *Psychologie des foules*, l'homme incarne à lui tout seul les transferts de compétences entre marketing et politique, et l'effacement de la limite entre les deux.

C'est sous son impulsion que la politique a commencé de prendre comme modèle l'analyse des feed-back des comportements de consommation, dans les grandes surfaces, les banques, les assurances, les services personnalisés, ainsi que la mise en œuvre de solutions qui en optimisent la gestion : analyse de marché, segmentation du public, définition d'un cœur de cible, création artificielle de nouveaux besoins, etc. Fondateur de la propagande moderne, qu'il prit soin de rebaptiser « conseil en relations publiques » pour en améliorer l'image, Bernays a non seulement inventé diverses techniques publicitaires, mais il a encore orchestré des campagnes de déstabilisation de gouvernements latino-américains pour la CIA.

Ce qui distingue les régimes démocratiques des dictatures n'est alors plus qu'une simple question de méthode, plus subtile en démocratie car parvenant à façonner l'opinion du peuple sans même qu'il ne s'en rende compte. Comme Bernays le dit lui-même dans son ouvrage princeps de 1928, intitulé *Propaganda*,

« la manipulation consciente, intelligente, des opinions et des habitudes organisées des masses joue un rôle important dans une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible qui dirige véritablement le pays. [...] Les techniques servant à enrégimenter l'opinion ont été inventées puis développées au fur et à mesure que la civilisation gagnait en complexité et que la nécessité du gouvernement invisible devenait de plus en plus évidente. [...] Et si, selon la formule consacrée, tel candidat à la présidentielle a été “désigné” pour répondre à “une immense attente populaire”, nul n'ignore qu'en réalité son nom a été choisi par une dizaine de messieurs réunis en petit comité^[14] ».

Comment faire accomplir quelque chose à quelqu'un en lui donnant le sentiment que c'est lui qui a choisi librement de le faire ? Comment réussir à ce que la transgression de l'intégrité mentale des masses populaires reste inaperçue ? Comment faire en sorte que le pilotage des masses présente toutes les apparences de la démocratie et du respect de la souveraineté populaire ? Bref, comment violer quelqu'un sans qu'il ne s'en aperçoive ? Telles sont les questions de *hacking* social que se posent les élites dirigeantes.

La journaliste au *Point*, Sylvie Pierre-Brossolette, déclarait le 16 janvier 2008 sur *France Info* à propos de l'Union européenne :

« Est-ce qu'il ne faut pas violer des fois les peuples un tout petit peu pour leur bien ? On le fait pour d'autres questions. La peine de mort, on l'a votée dans le dos des gens, ils n'en voulaient pas. L'Europe, c'est un peu pareil ».

Quelques mois plus tard, dans l'émission *Bibliothèque Médicis* du 27 novembre 2008, Alain Minc tenait des propos semblables sur la chaîne de télévision *Public Sénat*. Ces appels répétés au « viol des peuples », Serge Tchakhotine en décrivait les formes dès 1939 dans son célèbre ouvrage, *Le Viol des foules par la propagande politique*. Le viol est toujours celui de l'intelligence critique et rationnelle, au bénéfice des émotions et des affects primaires.

Tchakhotine distinguait quatre impulsions primaires sur lesquelles surfe la manipulation : l'agressivité, l'intérêt matériel immédiat, l'attirance sexuelle au sens large, la recherche de la sécurité et de la norme. La manipulation la plus efficace sera celle qui instrumentaliserait au mieux ces impulsions primaires en en promettant la satisfaction la plus pleine et rapide. Ces quatre impulsions peuvent se ramener en définitive à deux affects primordiaux : le sexe et la peur. L'utilisation adroite de ces deux affects, le jeu alternatif sur la carotte et le bâton, la séduction et l'angoisse, permet de mener un groupe par le bout du nez, de piloter son changement avec son consentement, donc de lui rendre imperceptible le viol de sa propre souveraineté mentale et politique.

Le jeu sur ces deux affects peut, à son tour, se résumer à une seule motion psychique, de type fantasmatique et régressif. En effet, les techniques d'influence pour rendre désirable quelque chose, pour rendre « sexy et glamour » n'importe quoi, sont celles de la communication publicitaire ; or,

toutes les mises en scène de communication, de marketing et de séduction publicitaire ne sont que les déclinaisons à l'infini d'une seule et même motion mentale originelle, qu'en termes psychanalytiques on appellerait la « structure élémentaire du fantasme », à savoir le désir de fusion de soi et d'autrui dans une unité indistincte abolissant la contradiction, ou en d'autres termes, le fantasme de retour dans le ventre maternel.

Également dénommé « sentiment océanique », il s'agit du fantasme primordial de régression préœdipienne sur lequel s'étaient tous les autres fantasmes qu'une vie humaine peut connaître. Le champ fantasmatique étant un puissant moteur de l'action, qui parvient le mieux à flatter les tendances régressives de l'humain en lui promettant le retour dans l'utérus, emporte généralement l'adhésion du groupe. La culture de l'involution vers des stades archaïques du psychisme, avec en perspective le retour à l'état fœtal, se présente ainsi comme le fil conducteur de toute l'ingénierie psychopolitique mondialisée.

LE TITTYTAINMENT

Les architectes de la mondialisation l'ont parfaitement compris : pour être vraiment efficace, la fabrique du consentement suppose l'abolition de toutes les frontières. En effet, c'est le maintien de frontières, à tous les niveaux de l'existence, qui rend possible la comparaison, la contradiction, la possibilité de dire « non » et tout le jeu de la dialectique politique qui s'ensuit. C'est aussi le maintien de frontières qui appuie le protectionnisme économique, nécessaire si l'on souhaite conserver l'autonomie matérielle et l'indépendance intellectuelle qu'elle permet.

À l'opposé, l'ingénierie mondialiste cherche en visée ultime à élaborer ce fameux « village global » sans frontières, qui donnerait les moyens d'obtenir le consentement définitif des populations sur tous les sujets, de sorte à ne pas être contraint d'y travailler constamment.

Avec l'abolition des frontières, c'est-à-dire du principe même de toute extériorité, s'abolit également la possibilité de toute comparaison et contradiction fondamentale, donc de tout contre-pouvoir critique et de toute résistance. Un monde mondialisé, unipolaire, sans frontières et politiquement unifié sous un gouvernement centralisé et un système unique de valeurs et de normes, en finirait une bonne fois pour toutes avec la possibilité même de penser « autrement ».

À monde unique, pensée unique. À ce titre, l'ingénierie du Nouvel Ordre mondial, comme effacement des frontières sous une tutelle unique,

s'identifie à un processus de régression préœdipienne et d'infantilisation délibérée des populations.

Du point de vue de la psychogenèse, le giron maternel est éprouvé par l'enfant comme une continuité de son vécu intra-utérin, c'est-à-dire comme ce monde unique et englobant, sans extériorité, sans limites, sans frontières, monde absolu, sans comparaison, ni relativisation, ni contradiction ; et l'enfance est cet âge de la vie sans politique, marqué par l'adhésion spontanée aux valeurs dominantes du corps social, l'immersion conformiste et grégaire dans les normes du monde environnant, et surtout l'impuissance à réagir contre une altération de ses conditions de vie. Construire la dépolitisation de l'humanité, construire le « oui » à tout, le consentement global, passe donc par un abaissement provoqué de sa maturité psychique moyenne et son retour dans une espèce de giron maternel étendu au monde entier.

Dans la perspective de bâtir cette docilité générale, Zbigniew Brzezinski, l'homme qui était derrière Oussama Ben Laden dans les années quatre-vingt^[15], l'homme qui est aujourd'hui derrière Barack Obama, a proposé le concept de *tittytainment*. Deux journalistes allemands nous rapportent la naissance de cette notion à l'occasion de la première rencontre internationale State of the World Forum, tenue en septembre 1995 dans un grand hôtel californien :

« L'hôtel *Fairmont* de San Francisco est un cadre idéal pour les rêves aux dimensions planétaires. [...] L'avenir, les pragmatiques du *Fairmont* le résument en une fraction et un concept : “deux dixièmes” et “*tittytainment*”. Dans le siècle à venir, deux dixièmes de la population active suffiraient à maintenir l'activité de l'économie

mondiale. [...] Mais pour le reste ? Peut-on envisager que 80 % des personnes souhaitant travailler se retrouvent sans emploi ? “Il est sûr, dit l'auteur américain Jeremy Rifkin, qui a écrit le livre *La Fin du travail*, que les 80 % restants vont avoir des problèmes considérables.” [...] C’est un nouvel ordre social que l’on dessine au Fairmont, un univers de pays riches, sans classe moyenne digne de ce nom – et personne n’y apporte de démenti. L’expression “*tittytainment*”, proposée par ce vieux grognard de Zbigniew Brzezinski, fait en revanche carrière. Ce natif de Pologne a été quatre années durant conseiller pour la Sécurité nationale auprès du président américain Jimmy Carter. Depuis il se consacre aux questions géostratégiques. Tittytainment, selon Brzezinski est une combinaison des mots *entertainment* et *tits*, le terme d'argot américain pour désigner les seins. Brzezinski pense moins au sexe, en l’occurrence, qu’au lait qui coule de la poitrine d’une mère qui allaite. Un cocktail de divertissement abrutissant et d’alimentation suffisante permettrait selon lui de maintenir de bonne humeur la population frustrée de la planète. [...] On voit émerger la société des deux dixièmes, celle où l’on devra avoir recours au *tittytainment* pour que les exclus restent tranquilles^[16]. »

Le songe creux et infantilisant dans lequel Brzezinski propose d’enfermer les populations pour mieux les contrôler présente les caractéristiques d’une sorte de réalité virtuelle complètement dépolitisée, un Disneyland global fondé sur la consommation et le Spectacle.

La sécurisation totale du pouvoir des élites s'appuie nécessairement sur la déréalisation de l’existence de la plèbe, déréalisation qui consiste en un « réenchâtement du monde » forcené (thème de l’université d’été 2005 du MEDEF), dont le but est de parvenir à faire creuser gentiment sa propre

tombe à quelqu'un, puis à l'y faire descendre avec le sourire et à se recouvrir de terre dans la joie et la bonne humeur.

On reconnaîtra ici la tendance sociologique dite du *cocooning*, jouant le rôle d'un nouvel opium du peuple, bien plus efficace que la religion car totalement dénué d'effet de sublimation. L'ingénierie sociale se donne ainsi pour objectif de rendre tolérable, et même désirable, une involution civilisationnelle profondément morbide en la parant de tous les traits du rajeunissement perpétuel, donc apparemment de la vitalité et de l'avenir, avec, pour visée ultime, la « totalisation » de l'humanité au moyen de son insertion dans un environnement social conçu à l'image d'un immense utérus artificiel, c'est-à-dire dénué de frontières et de contradictions.

Le stade intra-utérin et, par extension, tous les stades immatures (nouveau-nés, nourrissons, bébés et jeunes enfants) se caractérisent, certes par leur vitalité organique, mais surtout par leur plasticité mentale aisément malléable ainsi que leur état d'aliénation totale, complètement à la merci d'autrui (la *Hilflosigkeit* freudienne).

Il s'agit donc de reproduire dans l'extra-utérin les conditions d'une existence intra-utérine : fusion avec autrui dans un grand tout homogène et enveloppant, obéissance au mouvement général, jouissance continue et immédiate, complétude, identité unifiée, absence de tensions, de contradictions, de contestations, pure positivité, donc fin de l'Histoire, fin de tout, en un mot, le paradis, le cocon définitif ! De nombreux auteurs ont étudié d'un point de vue critique les aspects de cette régression préœdipienne globalisée, à commencer par Gilles Châtelet dans son *Vivre et penser comme des porcs. De l'incitation à l'envie et à l'ennui dans les démocraties-marchés*. Les autres titres ne sont pas moins éloquents, de Jean-Claude Michéa, *L'Enseignement de l'ignorance et ses conditions*

modernes, à Dany-Robert Dufour, *L'Art de réduire les têtes. Sur la nouvelle servitude de l'homme libéré à l'ère du capitalisme total*, en passant par Charles Melman et Jean-Pierre Lebrun, *L'Homme sans gravité. Jouir à tout prix*, Michel Schneider, *Big Mother. Psychopathologie de la vie politique*, et Jean-Claude Liaudet, *Le Complexe d'Ubu ou la Névrose libérale*.

Tous ces textes se consacrent à l'analyse du contrôle social contemporain dans ses spécificités inédites, à savoir la dépolitisation des masses par la mise en place d'un type de société reposant sur les caractéristiques du giron maternel, induisant un abaissement de l'âge mental moyen ainsi qu'un certain nombre de nouvelles pathologies mentales tournant autour de la dépression et de la perversion. En cherchant à abolir toutes les frontières, donc toutes les limites, et dans le même geste la notion même d'extériorité, de monde extérieur, objectif, réel, l'ingénierie mondialiste cherche ainsi à construire une forme de société déréalisée s'appuyant sur une culture de l'intériorité, de la fusion charnelle dans un bloc identitaire homogène, et du rejet corrélatif de tout ce qui est hétérogène, autre, bref de tout ce qui rappelle le Père, c'est-à-dire l'instance qui fissure l'emprise exclusive et englobante du monde maternel pour introduire au « monde extérieur » et au réel.

LE PIED-DANS-LA-PORTE

Une autre manière de construire le consentement à la régression s'appuie sur ce que l'on pourrait appeler une « ingénierie de la mise en situation obligeante ». Dans leur classique de la psychologie sociale, *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens*, les deux chercheurs Robert-Vincent Joule et Jean-Léon Beauvois décrivent ainsi plusieurs stratégies d'induction comportementale, qui, à chaque fois, respectent le sentiment de liberté des sujets manipulés. Il s'agit dans tous les cas de construire la « servitude volontaire », c'est-à-dire faire non seulement accepter, mais encore désirer au sujet manipulé ce que l'on a, en fait, décidé à sa place, en le mettant dans une situation d'engagement à poursuivre un comportement.

La technique du pied-dans-la-porte, ou « technique du saucisson », qui consiste à faire avaler le tout par petites tranches, est une des plus connues. Joule et Beauvois la résumant ainsi :

« [...] on extorque au sujet un comportement préparatoire non problématique et peu coûteux [...] Ce comportement préparatoire obtenu, une requête est explicitement adressée au sujet l'invitant à émettre une nouvelle conduite, cette fois plus coûteuse et qu'il n'avait que peu de chances d'émettre spontanément^[17]. »

En procédant de manière graduée, il est ainsi possible d'orienter petit à petit la démarche d'un sujet (individu ou groupe) et même de lui faire

entreprendre « librement » une dégradation de sa situation, tout en lui donnant l'impression qu'il améliore son sort et qu'il agit de son propre chef, alors qu'on lui a fait prendre une décision irrationnelle et allant contre son intérêt.

L'étude psychologique de l'induction de prise de décision irrationnelle a été initiée par Lewin dans ses fameuses expériences de modification comportementale, que Joule et Beauvois rappellent brièvement :

« Il faut savoir gré à Kurt Lewin (1947) d'avoir, le premier, insisté sur de telles conséquences de l'activité de décision. Inutile de rappeler dans le détail ces expériences maintenant célèbres dans lesquelles il compare l'efficacité de deux stratégies visant à modifier les habitudes de consommation de ménagères américaines (acheter des bas morceaux de boucherie plutôt que des pièces nobles, du lait en poudre plutôt que du lait frais, etc.)^[18].»

Cette fabrique du consentement au changement dirigé « vers le bas » réclame toujours beaucoup de délicatesse dans la manière de procéder. Toute précipitation ou attaque massive sont proscrites.

Ainsi, dès 1996, un rapport publié dans le *Cahier de politique économique* de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) faisait les préconisations suivantes pour liquider les services publics d'État en provoquant le moins de réaction possible :

« Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles et aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre

d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement. Cela se fait au coup par coup, dans une école et non dans un établissement voisin, de telle sorte qu'on évite un mécontentement général de la population^[19]. »

Obtenir le consentement non problématique à la dégradation peut aussi être considérablement favorisé par une situation de départ qui, elle, est problématique, ou du moins perçue comme telle. Toute situation humaine étant, sous un angle ou sous un autre, problématique, il n'y a qu'à en accentuer certains aspects, noircir le tableau pour exiger des « réformes » salvatrices.

S'il le faut, on crée le problème par un sabotage intérieur, sous la forme d'une diminution des budgets de fonctionnement, d'une dette publique savamment gonflée (par la prise en compte des intérêts dans le calcul global), ou de toute forme de crise planifiée, économique ou diplomatique, sociale, etc. Puis on propose une solution.

Cette solution proposée ne fera qu'empirer les choses, mais comme c'est la seule voie de changement suggérée au groupe, il a l'impression d'une amélioration par simple changement de position. Le simple fait de changer quelque chose produit l'impression de changer en mieux, car le psychisme humain est ainsi fait qu'il envisage toujours positivement au début la sortie d'une situation difficile.

Ce réflexe cognitif est la conséquence d'un optimisme instinctif, d'origine biologique, sans lequel l'être vivant ne saurait se maintenir en vie. Cet engouement ne dure que jusqu'à ce que l'on se rende compte que c'était pour aller vers pire.

Et alors une autre solution est aussitôt proposée, qui ne fera à son tour qu'empirer la situation, mais qui sera reçue provisoirement avec enthousiasme, et ainsi de suite à l'infini sans qu'il soit jamais possible de revenir à l'origine du problème pour le régler réellement car on se trouve continuellement déporté toujours plus loin de ses racines. La conduite du changement vise ainsi à implanter dans les esprits un « C'était pire avant » systématique, interdisant tout conservatisme ou retour en arrière, et ce, quelle que soit la situation, même la plus dégradée, que l'on puisse connaître. Il s'agit d'induire une marche en avant forcée d'un point A vers un point B, en programmant une sorte d'espoir aveugle et d'optimisme obtus pour le point B, présenté comme forcément meilleur que le point A, passéiste et réactionnaire, le tout reposant sur une bonne dose d'autosuggestion, de révisionnisme historique et de progressisme idéologique.

LE MIND CONTROL

Faisons encore un pas dans la régression mentale provoquée et le *hacking* psychosocial. Chacun se souvient des propos de Patrick Le Lay, alors président-directeur général de *TF1*, sur « le temps de cerveau disponible » que sa chaîne de télévision vendait aux annonceurs publicitaires. Rien d'anecdotique dans cette formulation.

Après le contrôle des émotions et des situations, l'ingénierie sociale s'est beaucoup intéressée au contrôle direct du cerveau, dans l'optique de court-circuiter le champ des représentations pour s'attaquer directement à la programmation du système nerveux dans sa matérialité la plus brute.

Cette analogie entre cerveau et ordinateur, déjà perceptible dans la cybernétique, le cognitivisme et le *Social Learning*, s'appuie en fait sur le *Learning* tout court, c'est-à-dire les théories de l'apprentissage, au sens d'« apprendre à un être vivant à se comporter de telle façon ». Pour le dire frontalement, le *Learning* est la science du dressage et du conditionnement comportemental. Elle fut originellement testée sur des animaux de laboratoire, mais rapidement appliquée à l'humain dès les années quarante au travers des recherches en *Mind Control* (contrôle mental), ou *MK* (*Mind Kontrolle*), menées dans le but de créer des « candidats mandchous » et des soldats parfaits, ignorant la peur, insensibles à la douleur, etc.

Divers protocoles furent mis au point, s'appuyant sur les principes behaviouristes de « conditionnement classique », issus des travaux de

Pavlov sur les réflexes conditionnés (stratégie directe et déterministe) et de « conditionnement opérant », issus des travaux de Skinner sur l'induction de comportements à partir du façonnage de l'environnement (stratégie indirecte et tendancielle).

Le jeu sur la récompense et la punition pouvant aller jusqu'à des actes de torture, on ne s'étonnera pas que le programme américain de recherche MK-Ultra, dont les dossiers ont été récemment déclassifiés après avoir été top-secret pendant une cinquantaine d'années, ait fortement inspiré, non seulement l'ouvrage déjà mentionné de Naomi Klein, mais encore l'enquête très approfondie de Gordon Thomas intitulée *Les Armes secrètes de la CIA. Tortures, manipulations et armes chimiques*. L'auteur y restitue l'historique complet du projet MK-Ultra, avec ses savants fous affairés autour de leurs cobayes humains, ou « sujets jetables », selon leurs propres termes.

La germanisation du terme *control* en *Kontrolle* était un clin d'œil aux origines des scientifiques qui développèrent les premiers ces recherches, d'anciens nazis exfiltrés après la guerre aux États-Unis ou en Angleterre dans le cadre de l'opération *Paperclip*. Ainsi, depuis 1945 et dans la continuité de ce que les scientifiques du Troisième Reich avaient commencé de mettre au point, de nombreuses expériences sur l'hypnose, les hallucinogènes, l'influence subliminale, le lavage de cerveaux et la reprogrammation mentale furent (et continuent d'être) élaborées sur les individus et sur les masses au Massachusetts Institute of Technology (MIT), à l'Institut Tavistock ou sur d'autres campus universitaires tels que Harvard.

Le malheureux Ted Kaczynski, devenu célèbre sous le pseudonyme Unabomber, en fut lui-même victime au début des années soixante, alors qu'il était encore étudiant sous la direction de Henry A. Murray. Plus récemment, on a vu naître de ces recherches une nouvelle discipline, le

neuromarketing, fondée sur l'imagerie médicale du cerveau et visant explicitement à déclencher des pulsions d'achat irrésistibles par l'activation ciblée de certaines zones du système nerveux.

Le Mind Control est friand de métaphores informatiques et relatives à l'Intelligence artificielle, son projet consistant à réécrire le programme comportemental d'une machine vivante mais sans que cette machine ne s'en rende compte.

Piratage psycho-socio-biologique, où le code source du sujet cobaye a été craqué, puis effacé et reformaté par une entité extérieure au sujet, qui s'est ainsi rendue propriétaire de l'inconscient du sujet et qui peut donc orienter son devenir. Un *hacker* s'est infiltré dans la mémoire, en a pris le contrôle, l'a reconfigurée selon ses plans, a implémenté de nouveaux habits, de nouveaux algorithmes comportementaux et pilote désormais la machine humaine à distance.

Mais surtout, il a effacé toute trace de son effraction et de sa manipulation. La philosophie du *Mind Control*, l'emprise totale sur un être vivant, emprise autorisée par la réduction de cet être à une machine computationnelle simplement animée d'entrées et de sorties d'information (*input et output*), a ainsi infusé toute la politique moderne, progressivement réduite à la gestion de flux quantitatifs. La cybernétique, même quand elle se veut « humaniste » dans les conférences de la Fondation Macy (1946-1953) ou dans le rapport Meadows du Club de Rome (1972), ne peut s'empêcher de chercher à réduire l'incertitude à zéro et donc à produire un effet de chosification du vivant.

Ces diverses approches de la gestion des groupes humains ont toutes en commun de produire des effets de nivellement par le bas. À chaque fois, il

s'agit de contourner le lobe frontal du cerveau, le néocortex, siège du langage et des fonctions dialectiques, pour prendre directement le contrôle des fonctions pré-linguistiques : les réflexes primitifs du cerveau reptilien, et les émotions dans le système limbique. Il s'agit de rendre impossible la sublimation, c'est-à-dire de désirer des mots plutôt que des objets, et de maintenir toute la vie entre deux états mentaux simplifiés pré-langagiers, dérivés des deux émotions primitives que sont la peur et l'excitation érogène. Cette atrophie du champ psychique génère évidemment toute une gamme d'états dépressifs et de pathologies mentales diverses, que l'on peut rassembler sous les termes de *désymbolisation*, de *perte de sens* et de *structure mentale*. Mais pour parvenir à ses fins, à savoir la construction d'un système social totalement sûr et prévisible, l'ingénierie politique des pays développés n'a pas eu d'autre choix que de considérer l'humain comme moins qu'un animal : comme un simple objet plastique et à disposition pour le recomposer à loisir.

LE VIRTUALISME

Cette plasticité autorise toutes les transgressions et réécritures du réel. En ingénierie politique, quand le comportement réel d'une population, par exemple au moment d'un vote, ne correspond pas aux prévisions du pouvoir, un lissage virtuel vient réécrire et corriger ce réel pour l'ajuster à la prévision. Ce lissage peut prendre plusieurs aspects. Le plus brutal consiste à faire comme si on n'avait rien vu et à ne pas tenir compte des résultats du scrutin. Les peuples disent « non » à un référendum, mais on fait comme s'ils avaient dit « oui ».

Malheureusement, une distorsion des faits aussi énorme révèle la vraie nature du pouvoir en place. Un bout de réel apparaît, la virtualisation n'est pas parfaite. Il est évidemment plus subtil de noyer le trucage des résultats dans des procédures juridiques, comme ce fut le cas pour les élections présidentielles de 2000 aux États-Unis. À l'avenir, la dématérialisation du vote, le remplacement des urnes et des bulletins par des bits numériques et le vote électronique faciliteront considérablement le trucage systématique des scrutins et la réécriture décomplexée du réel.

À titre de mise en garde, les études menées par Chantal Enguehard, chercheuse en informatique au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), ont déjà mis en évidence des falsifications introduites par les machines à voter dans les scrutins présidentiels, législatifs et municipaux de 2007 et 2008 en France^[20].

La réécriture d'un réel qui ne convient pas aux prévisions s'inscrit dans ce fantasme de prédictibilité et de réduction absolue de l'incertitude, fantasme de sécurisation maximum du système qui caractérise la politique quand elle est sous influence « scientifique ». Si ce fantasme sécuritaire semble légitime dans le champ scientifique, il induit dans le champ sociopolitique des effets collatéraux que l'on peut résumer ainsi : aspiration à un contrôle total du réel, donc réification générale, chosification, transformation des sujets en objets et du vivant en non-vivant. Le réel étant, selon la définition topologique et structurale de Lacan, « ce qui ne se contrôle pas », l'ingénierie sociale vise donc ni plus ni moins qu'à abolir le réel. Au profit de quoi ?

Au profit d'une déréalisation parfaitement contrôlée, ce que Baudrillard appelait un « simulacre » (ou une « simulation »). En termes topologiques, le réel n'est donc pas une chose ou une substance (pas d'ontologie), mais une place, une position. N'importe quoi peut être en position de réel, dès lors que l'on bute dessus et qu'on ne le contrôle pas. À ce titre, même du virtuel peut être en position de réel, le « vrai » virtuel n'étant pas le contraire du réel, mais l'abolition de la distinction entre les deux. Le réel est ainsi l'autre nom de l'antagonisme originel qui fonde nos vies psychiques, la contradiction fondamentale des choses qui pose une limite à notre volonté de puissance. Dans le champ politique, le réel c'est donc tout ce qui est en position de contre-pouvoir. C'est donc aussi tout ce qui fait peser une menace sur la sûreté et la sécurisation de mon pouvoir, en tant que je le voudrais central et exclusif.

Le corpus de recherches initié par Michel Foucault et Giorgio Agamben montre en détail comment cette mutation sécuritaire de la politique suit une logique carcérale. In réflexion du pouvoir politique se limitant aujourd'hui

aux moyens de sécuriser totalement la gestion des populations, la criminologie en devient tout naturellement le nouveau paradigme théorique. Les élites dirigeantes cherchant à abolir tout contre-pouvoir et toute contradiction, il va de soi que la surveillance permanente et l'ingénierie normative des groupes priment sur le débat d'idées contradictoires.

Aux États-Unis, la loi HR 1955 qui criminalise les partisans d'idées non conformes sans qu'il y ait eu délit en acte, ou les lois Perben en France, illustrent cette dérive concentrationnaire de la société et du champ politique. L'annihilation de toute contradiction, ou mieux, la mise en scène de pseudo-contradictions, de pseudo-luttes de pouvoir et de pseudo-alternances qui donnent l'impression de sauver le réel politique mais en le vidant de toute sa substance, cette sécurisation du champ politique par la fiction est le but exclusif poursuivi en 2010 par nos modernes conseillers du Prince, consultants politiques, *spin doctors* et grands architectes du corps social qui passent leur temps à orienter la perception du réel et à bâtir des structures groupales en forme de pyramide, dont ils seront « l'œil qui voit tout » au sommet.

La revue d'analyses stratégiques *De Defensa* a qualifié de « virtualisme » cet état où la perception du champ politique est volontairement déconnectée du réel^[21]. Le règne contemporain des pseudo-antagonismes, présentant les signes extérieurs de la contradiction mais dont les polarités apparemment engagées dans un rapport de force sont en réalité de connivence ou sous contrôle de l'étage au-dessus, nous fait ainsi entrer dans l'ère de la virtualisation sécuritaire et de l'abolition du réel en politique.

LA GUERRE CONTRE- INSURRECTIONNELLE

Dans leur travail de virtualisation du champ politique, les ingénieurs sociaux se sont beaucoup inspirés des méthodes de la guerre contre-insurrectionnelle. Fabriquer le consentement du peuple exige de savoir contourner, neutraliser, annihiler les risques de révoltes de sa part. Face aux diverses insurrections qui ont émaillé le XX^e siècle, guerres de décolonisation, révolutions, guérillas, soulèvements et conflits sociaux déstabilisant le pouvoir, des officiers militaires de divers pays ont cherché à formaliser des tactiques de contre-insurrection, autrement dit les techniques de la répression réussie de toute forme de résistance populaire au pouvoir, si possible permettant de tuer la contestation dans l'œuf avant même qu'elle n'apparaisse.

Les manuels les plus connus sont ceux de Roger Trinquier, *La Guerre moderne*, David Galula, *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, et Frank Kitson, *Low Intensity Operations. Subversion, Insurgency and Peacekeeping*^[22].

Le général britannique Frank Kitson (né en 1926, aujourd'hui à la retraite) a occupé les fonctions et obtenu les décorations les plus hautes, dont *Commander-in-Chief, Land Command* de l'armée royale de 1982 à 1985, général aide de camp de la reine Elizabeth II de 1983 à 1985, et chevalier grand-croix de l'ordre de l'Empire britannique. Comptant des

années d'expérience sur le terrain et de nombreux faits d'armes (Kenya, Malaisie, Irlande du Nord, Malouines), il a rédigé un manuel dans lequel il consigne une synthèse des méthodes à employer par un corps d'armée qui cherche à s'imposer à une population locale qui lui résiste. Ce livre aux tirages confidentiels n'a jamais été traduit dans notre langue et nous n'en connaissons que cinq exemplaires dans les bibliothèques universitaires françaises (voir le catalogue SUDOC).

De fait, la diffusion à un large public de ce texte pourrait à elle seule faire basculer des équilibres géopolitiques entiers. Le journaliste d'investigation Michel Collon nous résume ainsi le contenu de ce graal de la pensée politique :

« Tout général qu'il soit, Kitson considère que la répression militaire et policière classique n'a aucune chance de réussir sans une "campagne pour gagner les cœurs et les esprits", qu'il appelle "guerre psychologique stratégique". Que recouvre ce terme mystérieux ? Cela se clarifie quand on examine l'ensemble des méthodes prônées, et utilisées, par Kitson :

- Former tous les cadres importants des ministères (Armée, Affaires étrangères...) aux techniques de "psyops" (manipulations psychologiques de l'opinion).
- Monter des "pseudogangs" qui recueilleront un maximum d'informations. Mais qui, surtout, en menant des "coups" attribués à l'ennemi, permettront de le discréditer.
- Employer les "forces spéciales" (SAS) pour réaliser des attentats qui seront attribués à l'ennemi afin d'augmenter la tension et justifier la répression.

- Créer des diversions, par exemple en provoquant une “guerre de religions”.
- Fabriquer de faux documents (“black propaganda”) qui seront attribués à l’ennemi afin de le discréditer.
- Infiltrer des agents, ou recruter des traîtres (par chantage ou corruption), au sein des organisations de l’adversaire toujours afin de le discréditer, voire de provoquer des scissions.
- Militariser l’info de la BBC et y censurer totalement le point de vue adverse. Filtrer l’information à destination de la presse internationale, et s’y assurer des complicités. Fournir des documents photographiques pour influencer l’opinion. Utiliser des journalistes comme espions sur le terrain.
- Utiliser la musique pour attirer des jeunes avec un message apparemment “dépolitisé”.
- Mettre en place et populariser de faux mouvements “spontanés”, présentés comme neutres et indépendants, en réalité financés et téléguidés afin de diviser et affaiblir le soutien au camp adverse^[23]. »

Kitson passe ainsi en revue tout l'arsenal de la politique actuelle : la création de faux ennemis, de faux amis, de faux problèmes et de fausses solutions au moyen de fausses perceptions induites par de faux attentats terroristes (dits *false flags* ou « sous fausse bannière » dans le jargon militaire) et de fausses informations (propagande noire, entièrement fausse, ou grise, mélange de vrai et de faux pour mieux faire passer le faux), toutes ces mises en scène pouvant être résumées sous l’abréviation *psyops*, pour « opérations psychologiques ».

Comme le soulignent Christian Harbulot et ses co-rédacteurs dans *La Guerre cognitive*, le mensonge, la manipulation, le leurre et la ruse sont les outils immémoriaux de la politique, en tant que guerre mentale des images, des mots et des représentations pour le contrôle des esprits.

Dès le premier chapitre de son manuel classique, Sun Tzu écrivait : « Tout l'art de la guerre est basé sur la duperie. » Plus récemment, le général Francart nous expose de manière très détaillée dans *La Guerre du sens*, sous-titré *Pourquoi et comment agir dans les champs psychologiques*, comment la propagande doit s'inspirer des méthodes de communication publicitaire pour obtenir le consentement, voire les faveurs, des populations visées. Et en effet, c'est au XX^e siècle que la déréalisation du champ politique a atteint son apogée grâce aux médias de masse, en particulier la télévision, outil merveilleux de contrôle social, espion infiltré jusque dans les chambres des adolescents qui est venu façonner les perceptions et mettre en forme la vision du monde de millions de citoyens. La télévision, principal vecteur des *psyops*, a permis et permet encore de faire entrer des populations entières dans une réalité virtuelle entièrement construite par le pouvoir.

LE REALITY-BUILDING

Le *reality-building*, la science de la construction de la réalité, n'a aucune existence officielle comme théorie ou pratique constituée. Mais, un peu à l'image de ces singularités cosmiques que sont les trous noirs, il est possible d'en inférer l'existence à partir des effets qu'il produit. Les analyses que Christian Salmon rassemble dans *Storytelling* nous mettent sur la piste.

En effet, le *storytelling*, théorie en vogue chez les consultants en politique, en management et en marketing, assume déjà pleinement que le leadership et la direction de groupe soient fondés sur le fait de « raconter des histoires ». Ces histoires que l'on raconte peuvent être indexées sur le réel, s'appuyer sur des faits objectifs, mais pas forcément. Ici, la vérité et les faits réels sont secondaires. Le *storytelling* repose essentiellement sur l'élaboration d'une bonne fiction, une fiction enthousiasmante, qui parle au cœur et à l'émotion et qui applique des schémas narratifs et des structures scénaristiques ayant déjà fait leurs preuves dans la littérature ou le cinéma.

L'imagerie et les mises en scène spectaculaires visent à faire rêver et à produire à la demande tel ou tel type d'émotion dans le public, de manière à s'assurer la prévisibilité de son comportement et à garder le contrôle du système. Non pas répondre aux réactions du peuple, mais les créer carrément, afin d'avoir toujours un coup d'avance sur lui.

Un article du *Monde* notait ainsi que la campagne de Barack Obama pour les présidentielles états-uniennes inspirait considérablement les conseillers

de Nicolas Sarkozy :

« “Obama, c’est 1’*entertainment* en politique, analyse Christophe Lambert, communicant, membre de la cellule stratégique de l’UMP. Il applique les lois du cinéma à la politique. Un bon acteur, une bonne histoire, un bon récit. Obama, c’est la cohérence entre le héros et un scénario. C’est une superproduction politique, l’histoire d’un héros qui incarne la promesse d’une Amérique nouvelle. Il a compris, comme Nicolas Sarkozy, qu’il fallait faire de la politique un spectacle.” [...] “L’équipe d’Obama ne laisse rien au hasard. Même lorsque le spectateur croit à la spontanéité, même lorsque ce sont de simples citoyens qui interviennent, tout a été préparé en amont par les équipes d’Obama.” [...] “Les Américains n’ont pas peur de l’émotionnel. En France, sur cette question, on est encore mal à l’aise, note M. Lambert. Et c’est pourtant le registre le plus fort. L’émotion, la famille, éventuellement les drames : les Américains utilisent tout ce qui donne de l’épaisseur à une marque.” Car les communicants parlent désormais de la “marque” d’un candidat, la “marque Obama”, la “marque Sarkozy”.^[24] »

Sans doute conforté par les progrès des technologies audiovisuelles et informatiques, il semble que le marketing politique fasse un usage toujours croissant de la fiction. En ce sens, le *reality-building*, qui vise à prendre la plus grande liberté possible à l’égard du réel, n’est que le concept radicalisé, désinhibé, poussé à son terme de la propagande et du *storytelling* : on ne se contente plus de raconter une histoire, on projette de faire entrer complètement autrui dans une réalité virtuelle que l’on a construite de A à Z.

Le journaliste politique Ron Suskind rapportait en 2004 la conversation qu'il avait eue un jour avec un conseiller de George W. Bush :

« Pendant l'été 2002, après que j'eus écrit un article dans *Esquire* que la Maison-Blanche n'aima pas au sujet de l'ancienne directrice de la communication de Bush, Karen Hughes, j'ai eu une discussion avec un conseiller senior de Bush. Il m'exprima le déplaisir de la Maison-Blanche, puis il me dit quelque chose que je n'ai pas entièrement compris à ce moment-là – mais qui, je le crois maintenant, concerne le cœur même de la présidence de Bush. Le conseiller me déclara que les types comme moi étaient “dans ce que nous appelons la communauté fondée sur le réel”, qu'il définissait comme les personnes qui “croient que les solutions émergent de l'étude judicieuse de la réalité discernable”. J'acquiesçai, et murmurai quelque chose sur les principes de la raison et de l'empirisme. Il me coupa net. “Ce n'est plus la façon dont fonctionne le monde désormais”, continua-t-il. “Nous sommes désormais un empire, et quand nous agissons, nous créons notre propre réalité. Et pendant que vous étudiez cette réalité – de manière judicieuse, sans aucun doute – nous agissons à nouveau, créant d'autres nouvelles réalités, que vous pouvez étudier également, et c'est comme ça que les choses se régleront. Nous sommes les acteurs de l'Histoire... et vous, vous tous, il ne vous restera qu'à tout simplement étudier ce que nous faisons^[25].” »

Le malaise provoqué par ces propos vient de ce que l'on assiste à la transgression décomplexée d'un tabou. Quelque chose de sacré se trouve piétiné sous nos yeux. Et en effet, le *reality-building* n'hésite pas à transgresser la Loi fondamentale de la condition humaine, la Loi ultime de

nos vies, c'est-à-dire l'affrontement au réel, le fait qu'il subsiste toujours quelque chose « qui ne se contrôle pas ».

Chacun, quelle que soit sa position dans la hiérarchie sociale, doit se soumettre à cet arbitre, à cette autorité fondamentale et fondatrice que, par définition, personne ne contrôle et qui reste donc totalement impartiale et incorruptible. Nous sommes tous égaux face au réel.

Or, l'ingénierie sociale vise justement à échapper à cette commune condition humaine pour élaborer une forme de vie et de politique inégalitaire, où le sommet de la pyramide se détacherait complètement de la base, où le fantasme du dominant prendrait la place du réel pour devenir la Loi exclusive du dominé. Ce vieux rêve de mettre son propre désir à la place du réel, rêve de pouvoir réaliser tous nos fantasmes, d'abolir toutes les limites et tout ce qui résiste à notre désir, est lui-même un effet de notre condition d'humains, trop humains, pour qui la perception du réel est toujours découplée du réel lui-même.

L'*Homo sapiens* n'est effectivement pas en contact direct avec le réel. Son rapport au réel est toujours médiatisé par une construction perceptive, une représentation, que l'on appelle la réalité. Comme l'a thématiqué Alfred Korzybski dans sa *Sémantique générale*, le rapport entre le réel et sa représentation est exactement sur le modèle du territoire et de sa carte.

Certes, nous vivons dans un territoire réel, mais il faut intérioriser une carte de ce territoire, donc une représentation de ce réel, pour y survivre. La construction de la carte se fait au moyen de signes.

Or, l'arbitraire du signe mis en évidence par Ferdinand de Saussure, le fait que les signes n'aient aucun rapport naturel avec ce qu'ils désignent, oblige à ce que toute construction de sens soit conventionnelle, donc

culturelle, historique, relative et négociable. L'humain vit donc dans un paradoxe, avec un pied dans une réalité plastique et constructible, représentation sémantique d'un réel, lui, incontrôlable, immaîtrisable et asémantique où il pose l'autre pied.

À défaut de construire directement le réel, on peut donc chercher à s'en approcher de manière asymptotique en construisant une réalité. Ensuite, le mécanisme très largement partagé de la prophétie auto-réalisatrice fait le reste : à force d'agir et de penser en fonction d'une certaine image du réel, on en vient à façonner le réel lui-même selon cette image.

Ce sont les divers moyens d'y parvenir que la théorie constructiviste a analysés, notamment dans l'ouvrage collectif *L'Invention de la réalité*, de l'école dite de Palo Alto et dont Paul Watzlawick est le membre le plus connu. Du constructivisme ont été tirées de nombreuses applications stratégiques visant à éliminer toute forme de contestation.

Ainsi, une technique appliquée dans le milieu de l'entreprise, le « message multiplié », consiste à orchestrer par des mémos internes la circulation d'une même information avec des petites variantes et par des canaux différents pour élaborer un paysage informationnel apparemment décentralisé et non concerté, une réalité ressemblant au réel, mais fondamentalement univoque et consensuelle, d'où le réel a été en fait évacué. À la limite, qu'il y ait désaccord effectif dans le groupe, voire conflit déclaré, passe encore, mais il ne doit en aucun cas être perçu.

D'autres techniques de *reality-building* reposent sur l'inversion systématique du sens des mots et l'élaboration de syntagmes contradictoires dans les termes, paralysant la réflexion critique. Cette activité de construction linguistique d'une réalité non polémique, réalité purement

positive, dont toute négativité a été évacuée, George Orwell l'avait, en son temps, baptisée la « novlangue ».

Reprenant le témoin, Éric Hazan, dans *LQR. La propagande du quotidien*, met en évidence les altérations intentionnellement déréalisantes que le pouvoir gestionnaire contemporain fait subir au langage, qui n'ont d'égal que celles analysées par Victor Klemperer dans *LTI, la langue du III^e Reich*.

Dans le même esprit, Stuart Ewen rapporte ces conseils de marketing publicitaire :

« Pour vendre la culture marchande, il fallait en proposer une vision épurée de toute cause de mécontentement social. [...] Helen Woodward, qui faisait autorité en matière de rédaction publicitaire dans les années vingt, disait que pour écrire une annonce efficace le concepteur devait éviter religieusement l'univers de la production. “Quel que soit le produit que vous devez faire valoir, recommandait-elle, “n’allez jamais voir l’endroit où il est fabriqué... Ne regardez jamais travailler les gens... Parce que, voyez-vous, quand vous connaissez la vérité de n’importe quoi, la vérité réelle et profonde, il devient très difficile de composer la prose légère et superficielle qui va faire vendre cette chose-là.” ^[26](*LHJ*, 1922.) »

On le voit, le marketing repose souvent sur une bonne dose de double pensée, au sens d'Orwell, c'est-à-dire d'autosuggestion.

La suggestion, et surtout l'autosuggestion, d'une réalité fictive qui enchante ce dont on fait la promotion ou qui dénigre exagérément un

adversaire, font partie des techniques de propagande de base communes aux régimes totalitaires et aux écoles de « force de vente ».

Dans *Les Falsificateurs*, l'écrivain et directeur d'entreprise Antoine Bello, fondateur de la multinationale Ubiquis et soutien revendiqué de Nicolas Sarkozy, décrit une organisation secrète internationale, le Consortium de falsification du réel (CFR), dont le travail consiste, sous le couvert de cabinets de consultants, à réécrire et inventer des épisodes entiers de l'histoire mondiale. Œuvre aux confins de la fiction et de l'autobiographie, illustrant une fois de plus les liens qui unissent politique et approche gestionnaire dans la guerre contemporaine au réel.

Dans tous les cas, il s'agit d'enfermer la subjectivité, soi-même ou autrui, dans une construction mentale aux dimensions d'une réalité virtuelle complète ; mais pour que l'illusion tienne, le geste de la construction intentionnelle doit être soigneusement dissimulé.

Il faut parvenir à essentialiser et naturaliser la construction sociale et linguistique, aussi délirante soit-elle, faire en sorte qu'elle soit LA réalité, unique et incontestable. Ce qui est fantasme pour les uns devient alors loi pour les autres. En bref, « Circulez, y a rien à voir ».

L'affaire de Tarnac et des sabotages de lignes SNCF, décidément un cas d'école pour évaluer le niveau de virtualisme, de suggestion et d'autosuggestion atteint par le pouvoir, est ainsi analysée par le sociologue Jean-Claude Paye :

« La position de la ministre de l'Intérieur, M^{me} Alliot-Marie, est particulièrement intéressante : “Ils ont adopté la méthode de la clandestinité. Ils n'utilisent jamais de téléphones portables et résident dans des endroits où il est très difficile à la police de mener des

inquisitions sans se faire repérer. Ils se sont arrangés pour avoir, dans le village de Tarnac, des relations amicales avec les gens, qui pouvaient les prévenir de la présence d'étrangers." Mais la ministre en convient : "Il n'y a pas de traces d'attentat contre des personnes." [...] Ne pas avoir de téléphone portable devient un indice établissant des intentions terroristes. Rétablir le lien social est également un comportement incriminé, puisque cette pratique permet de poser un cran d'arrêt au déploiement de la toute-puissance de l'État. Dans ces déclarations, la référence aux faits, en l'absence de tout indice matériel probant, ne peut être intégrée rationnellement et engendre une phase de délire, une reconstruction du réel avec l'image du terrorisme comme support. Ce processus est également visible dans les rapports de police, dans lesquels s'opère, au niveau du langage, toute une reconstruction fantasmatique de la réalité. Ainsi, comme indice matériel prouvant la culpabilité des inculpés, la police parle de "documents précisant les heures de passage des trains, commune par commune, avec horaire de départ et d'arrivée dans les gares". Un horaire de la SNCF devient ainsi un document particulièrement inquiétant, dont la possession implique nécessairement la participation à des dégradations contre la compagnie de chemins de fer. [...] Le pouvoir a la possibilité de créer un nouveau réel, une virtualité qui ne supprime pas mais qui supplante les faits. La faiblesse du mouvement social, la faillite de la fonction symbolique expliquent l'absence de frein opposé à la toute-puissance de l'État qui se montre en tant qu'imagé englobante, en tant que figure maternelle. À un ordre social qui se révèle contradictoire se substitue une structure psychotique, un ordre qui supprime tout conflit, toute possibilité de confrontation avec le réel^[27]. »

Dans cette réalité construite de toutes pièces, il importe peu que le sabotage des caténares ait déjà été revendiqué par un groupe écologiste allemand^[28]... Toute opération de marketing politique, de façonnage des perceptions et de construction de la réalité a pour finalité d'abolir le réel, donc ultimement de dépolitiser le débat, au moyen de la mise sur pied d'un système de leurres et de feintes. Le rôle de la désinformation (intox et *déception*), également crucial dans le domaine militaire et dans celui des renseignements, consiste à capter et distraire l'attention, faire diversion en orientant les perceptions sur de faux dangers pour occuper le temps de cerveau disponible à de fausses alertes et envoyer l'ennemi sur de fausses pistes, par exemple en inventant des terroristes et en fabriquant des preuves, si besoin est. Au niveau politique, ce dispositif n'a qu'un but, ne jamais aborder la seule question sérieuse, la question qui fâche, c'est-à-dire la lutte des classes, les écarts de richesse entre classes sociales, et les efforts pour résorber ces écarts.

Un autre exemple de façonnage dépolitisant des perceptions fut l'introduction du communautarisme ethnique en France par le Front national au début des années quatre-vingt. Probablement inconscient du rôle d'idiot utile qu'on allait lui faire jouer dans ce vaste plan d'ingénierie des perceptions, le FN a eu comme impact sociétal d'implanter durablement la perception de l'apparence physique dans le logiciel de la culture politique française.

Avant le Front national, la couleur de la peau ou le type ethnique étaient certes perçus, mais n'entraient pas dans la composition du discours politique. Ces données biométriques étaient reléguées au second plan de la perception d'autrui, à un niveau anecdotique, elles n'étaient pas «

politiquement » perçues, car c'était la classe sociale qui servait de discriminant quasi exclusif.

En l'espace de quelques mois, aux alentours des années 1983-1984, sous l'influence conjuguée du Front national et d'une élite politico-médiatique complice et trop heureuse de faire prendre durablement le leurre en orchestrant de faux débats par la création de SOS Racisme comme faux remède à un faux problème, les gens se sont mis à se regarder dans la rue en remarquant soudainement la couleur de la peau, le type ethnique, et en se positionnant « politiquement » à partir de ces caractéristiques, en prenant parti pour ou contre, en entretenant un débat, avec soi-même ou avec les proches, bref en mobilisant du temps d'attention sur ces questions. Le faux problème de l'apparence physique était créé. Dans les médias ou les repas de famille, on ne parlait plus des pauvres et des riches, mais des Blancs et de leurs « potes » colorés. Le degré zéro de la pensée politique était atteint, l'attention était détournée de la question du capital, le leurre avait rempli son rôle. Une nouvelle réalité politique venait d'être construite, dans laquelle la couleur de la peau et le type ethnique se mettaient à jouer un rôle plus important que le salaire et le niveau de vie.

Des variantes de ce tour de passe-passe existent, mais le communautarisme, en tant qu'ingénierie des perceptions, repose toujours sur la même méthode : afin d'estomper la perception des grosses différences gênantes sur le plan politique, c'est-à-dire les différences de capital, on dramatise les différences sans importance sur le plan politique, notamment les différences de genre, d'orientation sexuelle et d'affiliation religieuse, on les souligne, on les exacerbe de sorte qu'elles occupent tout le champ de la perception et de l'attention. Les grosses différences réelles subsistent, mais dans un état non perçu, donc comme si elles n'existaient

pas, ou alors mêlées à d'autres, donc diluées et plus difficiles à saisir. Cette accentuation des différences secondaires au plan politique permet également de briser les solidarités au sein des classes moyennes et populaires, diviser les pauvres entre eux, les dresser les uns contre les autres pour les affaiblir.

LE MANAGEMENT NÉGATIF

Diviser pour régner. En tant qu'arme de destruction cognitive massive, le communautarisme introduit dans une population donnée une pluralité de codes culturels qui brisent ses lignes de communication, préalable à sa désorganisation tactique. Favoriser l'hétérogénéité et l'individualisation des codes, atomiser, segmenter et casser les lignes de transmission, pour aboutir à la rupture de la coordination des parties et à l'impossibilité de s'organiser. Au sein de l'espèce humaine, tout repose sur l'organisation des groupes. L'individu n'est qu'une abstraction, seuls les groupes existent : la famille, le village, le clan, la tribu, les amis, les collègues, la classe sociale, le parti, le syndicat, la nation, l'ethnie, les coreligionnaires, l'espèce dans sa globalité, etc.

L'*Homo sapiens* ne vit qu'en groupes, il est intrinsèquement grégaire, c'est un « animal politique », comme le notait Aristote. Le management est la science de l'organisation consciente des groupes, c'est-à-dire le geste politique à l'état pur, qui précède même le débat sur les idées. Or, dès lors que l'on connaît les dynamiques profondes de l'organisation des groupes, on connaît également les dynamiques profondes de la désorganisation des groupes.

S'appuyant sur les découvertes de la psychologie sociale, notamment la théorie des jeux, le management s'est beaucoup intéressé au décortiquage minutieux des mécanismes de la prise de décision et des phénomènes de

l'engagement dans l'action. Un bon manager, un bon leader sait évidemment comment galvaniser ses troupes et les pousser à l'action efficace, mais il sait aussi comment inhiber la prise de décision et l'engagement dans l'action, donc comment paralyser un groupe ennemi, prélude à sa dislocation, puis à sa disparition.

La partie cachée du management et du politique, la partie un peu honteuse car franchement machiavélique, c'est donc l'art de désorganiser les groupes, l'art d'atomiser, de morceler, de fragmenter les collectifs, donc l'art d'instiller de l'individualisme. Cette « masse noire », qui se devine entre les lignes dans les enseignements de management classique, est par contre totalement explicitée dans des séminaires privés et confidentiels, réservés aux cadres les mieux placés des structures de pouvoir, en particulier dans le renseignement (intelligence économique, espionnage industriel, militaire, diplomatique, etc.).

Le management est donc l'art d'organiser les « groupes amis » – management positif –, et l'art de désorganiser les « groupes ennemis » – management négatif. En politique, la maîtrise de cet art est plus importante que les idées elles-mêmes et que le débat sur ces idées.

Car en effet, l'infrastructure des idées, c'est la capacité d'organisation des groupes humains qui les supportent. Pour rendre impossible l'expression de telle idée sans jamais la censurer explicitement, il suffit de désorganiser le groupe qui la soutient. La censure indirecte, par désorganisation, découragement, démotivation du groupe, est une stratégie de contournement qui a fait ses preuves. Le programme *Cointelpro*, développé à partir de 1956 par les renseignements américains pour lutter contre les « ennemis intérieurs », reposait presque entièrement sur cet art de la décohésion provoquée.

Un groupe disloqué ou juste incapable de s'organiser n'est plus en mesure de soutenir telle idée ou telle valeur. Avant même de polémiquer sur les idées et les valeurs, il faut donc déjà réfléchir à la capacité de soutenir, propager, diffuser des idées, des valeurs, des représentations. Autrement dit, le débat sur l'organisation du groupe précède le débat sur les idées à défendre. Qui sait organiser et désorganiser les groupes humains détient le pouvoir suprême. Car il détient le pouvoir de faire exister ou non les idées. Donc le pouvoir de produire ou d'éteindre les comportements. L'architecture sociale commande aux idées, qui commandent aux comportements, qui construisent la réalité.

Avant d'analyser plus précisément le management négatif, présentons les fondamentaux du management positif. Un groupe est un ensemble. Chez Lacan, les groupes humains peuvent se comprendre dans les termes de la logique ensembliste, ou théorie mathématique des ensembles.

Lacan distingue au moins quatre modes d'organisation, modes relationnels qu'il appelle des discours : le discours du maître, où le chef domine ; le discours de l'hystérique, où l'individu domine ; le discours universitaire, où le savoir domine ; le discours analytique, où l'incertitude domine. (Lacan a aussi mentionné une fois dans son œuvre un cinquième discours, celui du capitaliste, qui nous semble être une variante de celui de l'hystérique.)

La formation d'un ensemble humain, donc l'organisation d'un groupe, requiert de soumettre les individus à une hiérarchie verticale, à un discours du maître, une autorité, une Loi, un phallus symbolique en position d'exception par rapport aux membres du groupe. Ce rapport de tous les individus à une autorité transcendante est le seul moyen pour que les individus de ce groupe se perçoivent comme unifiés avant d'être des

individus, donc comme les membres d'un seul organisme, condition *sine qua non* pour assurer leur cohésion systémique, leur solidarité et leur efficacité dans l'action.

C'est ainsi que leur multitude sera coordonnée et qu'ils agiront « comme un seul homme ». Au risque du jeu de mots, organiser un groupe, c'est toujours le faire reposer sur des valeurs que l'on rassemble sous le terme de *virilité* : structure, discipline, encadrement, autorité, cohésion et solidarité. De fait, pendant des millénaires, la passion masculine a toujours été d'organiser des groupes, que ce soit pour le meilleur ou pour le pire, le phénomène organisationnel n'ayant pas de contenu intrinsèque. Ce que Lacan appelle être « tout phallique », c'est se reconnaître dans un ensemble, une communauté plus grande que nous et à laquelle nous sommes prêts à sacrifier notre vie individuelle car nous n'existons pas en dehors d'elle.

Dans cette optique, il n'y a de jouissance à être que collective, il n'y a de sens à la vie qu'en commun, ce qui rend l'individu capable de se battre jusqu'à la mort pour défendre les idées de son groupe de référence. *Les valeurs de mon groupe méritent que je puisse me battre jusqu'à la mort pour elles*, la vie du groupe passe avant la mienne, telle est la maxime des groupes en bonne santé, dont l'Œdipe est bien portant. Pour qu'il y ait organisation durable et efficace, il suffit d'être prêt à mourir pour ses idées.

LA THÉORIE DE LA JEUNE-FILLE

À un niveau d'analyse structural (ou « archétypal »), la fonction phallique du psychisme, c'est donc la capacité organisationnelle d'unifier une multitude, l'anti-individualisme par excellence. À l'opposé, désorganiser est synonyme d'individualiser, dépolitiser, faire perdre le sens du collectif, rompre la solidarité et la cohésion, pousser à « jouer perso ». Manager négativement pour désorganiser un groupe ennemi suppose par conséquent de le faire entrer dans un processus que Lacan appelle « pas-tout phallique ». Il s'agit d'un processus critique où l'autorité transcendante assurant la cohésion du groupe sera contestée au nom de l'oppression qu'elle fait peser sur les droits des individus à jouir individuellement. Or, il se trouve que cette exigence de jouissance individuelle et cette contestation de l'autorité du Père sont les comportements typiques suggérés et requis par le marché et la consommation.

Pour le collectif Tiqqun, la figure de la *bimbo* est l'incarnation par excellence de cette dépolitisation mercantile et consumériste. Figure de l'individu désorganisé, du pur individu, pourrait-on dire, la Jeune-Fille est l'entropie personnifiée. On serait cependant en droit de se demander pourquoi l'humain dépolitisé se trouve ici qualifié de « jeune » et de « fille » ?

N'y a-t-il pas un racisme anti-jeunes et une misogynie à l'origine de cela ? Tiqqun répond à ces critiques en replaçant les choses à un niveau

d'analyse archétypal et symbolique :

« Entendons-nous : le concept de jeune-Fille n'est évidemment pas un concept sexué. Le lascar de boîte de nuit ne s'y conforme pas moins que la beurette grimée en porno-star. [...] En réalité, la Jeune-Fille n'est que le *citoyen modèle* tel que la société marchande le redéfinit à partir de la Première Guerre mondiale, en réponse *explicite* à la menace révolutionnaire. Ses meilleurs soutiens, la société marchande ira désormais les chercher parmi les éléments marginalisés de la société traditionnelle – femmes et jeunes d'abord, homosexuels et immigrés ensuite. [...] “Les jeunes gens et leurs mères, reconnaît Stuart Ewen, fournirent au mode de vie offert par la réclame les principes sociaux de l'éthique du consommateur”. Les jeunes gens parce que l'adolescence est la “période de la vie définie par un rapport de pure consommation à la société civile”. [...] Les femmes parce que c'est bien la sphère de la reproduction, sur laquelle elles régnaient encore, qu'il s'agissait alors de coloniser. La Jeunesse et la Féminité hypostasiées, abstraites et recodées en *Jeunesse* et *Féminité* se trouveront dès lors élevées au rang d'idéaux régulateurs de l'intégration impériale-citoyenne^[29]. »

Dépolitiser et désorganiser sont ainsi strictement synonymes de faire entrer dans la consommation et le Spectacle. En d'autres termes, pour désorganiser un groupe, il suffit de le « jeune-filliser », c'est-à-dire de contaminer son système de valeurs par des images caricaturales de la Jeunesse et de la Féminité.

Au-delà de sa fonction économique, l'univers de la publicité, où ces images sont largement diffusées, joue donc également un rôle de contrôle social incapacitant. Tout d'abord, comment procède la *Féminité* ? Du

point de vue structural, les femmes sont des sujets qui, par définition, ne sont pas-tout phalliques, qui jouissent certes partiellement comme les hommes, c'est-à-dire qui trouvent aussi du sens à la vie en collectivité, mais qui, pour être femmes, donc différentes des hommes, se réservent le droit d'être hors la loi, subversives, de ne pas entrer dans le jeu des contraintes sociales et donc de refuser l'organisation structurée des groupes, organisation toujours perçue comme masculine, voire phallocrate ou machiste, donc répressive et mauvaise, refus du politique qui les conduit à chercher du sens dans la sphère de l'intime, de l'érotisme et du fusionnel.

Quête éternellement vouée à l'échec, le sens n'advenant que dans le social et la distinction. Julia Kristeva, dans un chapitre intitulé *Le Temps des femmes*, fait ces réflexions profondes :

« Plus radicaux, les courants féministes refusent le pouvoir existant et font du deuxième sexe une contre-société. Une société féminine se constitue, sorte d'alter ego de la société officielle, dans laquelle se réfugient les espoirs de plaisir. Contre le contrat socio-symbolique sacrificiel et frustrant : la contre-société imaginée harmonieuse, sans interdits, libre et jouissive. Dans nos sociétés modernes sans au-delà, la contre-société reste le seul refuge de la jouissance car elle est précisément une a-topie, lieu soustrait à la loi, éclose de l'utopie^[30] ».

Les femmes conservent toujours un quant-à-soi individualiste vis-à-vis du groupe et de son organisation. Appuyer sur cette propension à la jouissance individualiste, en d'autres termes persuader un groupe d'adopter des valeurs plus féminines, orientées vers l'intime et la sexualité, permet de dépolitiser un groupe et de rendre son organisation impossible, donc de faire disparaître ses idées à plus ou moins long terme, ainsi que sa

dangerosité éventuelle. La police politique vient ainsi se loger dans des endroits où on ne l'attendrait pas, notamment dans la presse féminine de tous âges.

Ensuite, comment désorganiser par la *Jeunesse* ? Le culte de la jeunesse nous met sur la pente de l'infantilisation et d'une régression préœdipienne vers les processus primaires du psychisme, c'est-à-dire les processus à court terme, immatures et marqués par l'émotionnel, l'irrationnel et la « pensée magique », sur lesquels s'appuient *tittytainment* et *storytelling*.

Plus largement, pour désorganiser-dépolitiser un groupe et le rendre inoffensif, il suffit d'attaquer son Œdipe. Le complexe d'Œdipe est le moment où s'intériorise la structure mentale primordiale au fondement de toute vie humaine socialisée et organisée : c'est le moment où advient la capacité mentale de se représenter un organigramme, un système articulé de places différenciées. En un mot, l'aptitude à la dialectique et à la politique. Le proto-organigramme, qui sert de matrice à tous les autres, est le système psychoculturel de distinction ET d'articulation coopérative entre les places des hommes et des femmes d'une part, des parents et des enfants, donc par extension des vieux et des jeunes, d'autre part.

Attaquer l'Œdipe d'un groupe, attaquer son système de distinctions primordiales entre genres (hommes/femmes) et entre générations (parents/enfants), c'est attaquer toute sa faculté à se constituer un organigramme, donc le faire basculer dans l'impotence organisationnelle et le réduire à des individus juxtaposés, incapables de communiquer et de coopérer. Faire la promotion de l'Indistinction des rôles et de l'échange des places, faire passer le désir personnel avant le respect de l'organigramme du groupe, tout cela facilite l'expression de l'individualisme pas-tout phallique et relève donc de stratégies de désorganisation. Au niveau comportemental

concret, cela se traduit par une culture du spontané, de l'impulsif, du viscéral, du versatile, du flexible et de la recherche de résultats immédiats, induisant une incapacité à la concentration, à la planification et à l'élaboration de stratégies sur le long terme. La *bimbo*, ou la pulsion de mort personnifiée...

Après des décennies de management négatif, le pas-tout phallique et l'individualisme désœdipianisé sont en passe de devenir dominants dans les classes populaires (petite bourgeoisie, classes moyennes, prolétariat), où ils provoquent déjà toutes ces tendances sociétales pathologiques de dévaluation de la virilité, de survalorisation de la féminité, d'enfant-roi hyperactif et de mépris pour les anciens, induisant pour finir une impuissance organisationnelle totale.

Les couches sociales supérieures au plan économique subissent ces virus mentaux de plein fouet également, mais l'argent est un puissant facteur de lien social (intergenre et intergénérationnel), qui leur permet de conserver encore une relative cohérence. Il reste qu'au-delà de la belle apparence, leur fond est tout aussi délabré. Et c'est ainsi que toutes les classes sociales des pays développés peuvent entonner à l'unisson la maxime de la Jeune-Fille individualiste et du citoyen modèle des groupes dépolitisés : *Aucune cause ne mérite que je me batte jusqu'à la mort pour elle, ma vie personnelle passe avant celle du groupe.*

LE BIOPOUVOIR

Notre tour d'horizon des multiples visages du contrôle social scientifique contemporain serait incomplet sans un point sur la notion foucauldienne de biopouvoir. En effet, il nous semble qu'au-delà du pouvoir sur les esprits, c'est bien un contrôle direct de la vie, au sens strictement biologique du terme, qui est recherché par l'ingénierie sociale, dont l'éthos s'affirme comme l'incapacité à vivre et laisser vivre sans intervenir sur le cours naturel des choses.

Cet interventionnisme, qui peut aller jusqu'au piratage, exprime, certes, une tendance spontanée de l'esprit humain au « voyeurisme épistémologique » et à la curiosité de comprendre tout ce qui nous échappe encore, mais traduit également un projet politique, celui porté par le mondialisme, et dont les conséquences pour la vie, au sens biologique du terme, seront pires que le nazisme et le stalinisme réunis.

L'ingénierie sociale mondialiste se place en effet sous le signe du *Gestell*, concept travaillé par Heidegger, qualifiant l'essence de ce qui fait la civilisation technologique et qu'Alain Finkielkraut, à l'occasion d'un débat avec Peter Sloterdijk, Peter Weibel et Michel Houellebecq, tente de définir ainsi :

« On a eu beaucoup de mal à le traduire en français. On le traduit par “arraisonement”, “sommation”, “mise à disposition”. C'est tout simplement le fait de la possibilité de tout faire de tout. La possibilité

de faire entrer la réalité dans une combinatoire sans fin. Il me semble que c'est vraiment de cela qu'il s'agit à un moment, précisément, où cette possibilité ne concerne plus seulement la matière inanimée, mais encore la matière vivante. C'est la tendance la plus profonde de la modernité^[31]. »

Cette mise à disposition de tout pour tout signifie aussi plasticité, flexibilité, possibilité de réécriture complète du donné naturel, et ainsi contrôle total sur ce donné naturel, minéral, végétal ou animal, environnemental ou subjectif. Baudrillard, quant à lui, parlait de « crime parfait » pour évoquer ce quadrillage technologique intégral du réel, ce maillage exterminateur consistant à ne pas laisser le moindre atome intouché, et substituant au monde vécu sa version retravaillée, retouchée, lissée, bref, son simulacre.

Le *Gestell*, ou la rationalisation scientifique du vivant, est l'outil définitif du pouvoir politique. Dès lors que le vivant peut être intégralement quantifié, numérisé, explicité, chosifié, il peut devenir objet d'une gestion sérielle, production industrielle intrinsèquement docile au pouvoir car programmable et conditionnable dès l'origine.

L'ingénierie sociale culmine ainsi dans le génie génétique (le piratage de l'ADN), l'eugénisme, le clonage, les chimères (croisements hybrides de matériel génétique humain et animal, autorisés au Royaume-Uni depuis mai 2007), et ultimement le transfert de la conscience dans le cyberspace. Toutes ces recherches trouvent leurs meilleurs soutiens chez les théoriciens du transhumanisme (Timothy Leary, Ray Kurzweil), idéologie issue de la contre-culture et du new âge, deux courants eux-mêmes nés du contrôle

social moderne comme le montre Lutz Dammbeck dans son documentaire *Das Netz (La Toile)* consacré à l'histoire de la cybernétique.

Telle qu'elle subsiste à l'état naturel, la vie pose problème au pouvoir car il y a toujours en elle quelque chose qui échappe au contrôle. Le *Gestell*, ou la réécriture intégrale du réel pour en fournir une version mieux contrôlée, idéalisée, perfectionnée, est donc non seulement l'horizon de pratiquement tous les pouvoirs politiques depuis l'avènement des sociétés de masse (Mésopotamie, Égypte pharaonique), mais également le fil conducteur de tous les grands utopistes, qui se sont toujours mis spontanément au service du Prince : de Platon aux transhumanistes, en passant par Norbert Wiener, ils ont tous cherché à réduire l'existence à un gigantesque « SimCity », un vaste processus automatisé, univoque, d'où la contradiction et l'incertitude ont été évacuées. Évidemment, ça ne marche jamais, pour une raison toute simple : nous sommes « encore » en vie.

En effet, ce qui fait obstacle au contrôle intégral et à la réduction totale de l'incertitude, c'est la frontière entre un intérieur et un extérieur. Chez les êtres vivants, la peau, l'épiderme est cette première frontière. L'existence d'une frontière épidermique assurant l'interface entre une intériorité et une extériorité est très exactement ce qui constitue la spécificité irréductible de tous les êtres vivants sans exception et ce qui les distingue du non-vivant. Il y a vie au sens biologique à partir du moment où il y a épiderme, c'est-à-dire perception d'une distinction entre une intériorité – l'intégrité de la créature –, et une extériorité – l'environnement.

Cette intégrité de l'être biologique fait qu'il est difficile de la contrôler intégralement, ou alors avec des séquelles pathologiques et donc une destruction du système à terme. C'est d'ailleurs sur cette base que l'on peut distinguer le vivant du non-vivant : les systèmes non-vivants

dysfonctionnent quand ils ne sont pas totalement sous contrôle ; à l'inverse, les systèmes vivants dysfonctionnent quand ils sont totalement sous contrôle.

Plus on monte dans l'évolution, et plus cette intériorité-intégrité du vivant est forte, jusqu'à aboutir à la possibilité de faire de vraies cachotteries à l'égard de l'extérieur. C'est ce que l'on appelle l'intimité mentale, psychologique, etc., et qui permet d'aller jusqu'au mensonge. Cette possibilité propre au vivant de cacher des choses au regard extérieur est insupportable pour le pouvoir, qui y voit une forme de résistance à son exercice inquisiteur. Cette impossibilité du contrôle total vient de ce que personne n'a un droit de regard total sur la créature, personne n'est en capacité d'avoir un accès intégral à l'intériorité, d'où cette relative imprévisibilité du biologique, dont la traçabilité n'est jamais garantie.

L'abolition du biologique, c'est-à-dire du principe même de toute frontière et limite, et l'insertion de la conscience dans le numérique devraient permettre l'abolition de cette incertitude, l'accès intégral à l'intériorité, donc la transgression complète de l'intégrité de la créature, la possibilité d'en finir avec toute forme de cachotterie et ainsi le contrôle total de toute forme de vie consciente. Internet est une source extraordinaire d'informations, mais c'est aussi un espace de transparence totale. Des créatures « internetiennes » seraient à son image.

À vrai dire, une conscience numérique ne serait qu'une forme simulée de vie puisqu'elle serait dépourvue d'épiderme (ou alors un épiderme simulé, donc faux). En effet, le programmeur possède un droit de regard total sur son programme, il peut le rectifier comme il veut et réduire totalement l'incertitude de son fonctionnement. Le programmeur est en position « divine ». Il ne peut donc pas y avoir de vie numérique puisque le minimum

requis, l'incertitude réelle liée à l'épiderme réel, n'est pas présent. Par définition, l'incertitude véritable n'est ni modélisable, ni programmable.

Par contre, il peut y avoir extermination du biologique au bénéfice d'une forme de « vie simulée » dans le numérique. Réalisation du « crime parfait », l'extermination de l'incertitude liée au vrai réel (ici, la matière vivante), au bénéfice d'une simulation du réel parfaitement traçable et contrôlée.

Le *downloading* total dans la Matrice virtuelle et l'accès du pouvoir à l'intimité psychologique des citoyens sont pour bientôt. Nous sommes déjà partiellement téléchargés dans le cyberspace, compte tenu du temps que nous passons sur Internet et de la dépendance croissante où nous sommes à son égard.

Cette tendance est évidemment confortée par le pouvoir, comme on peut s'en rendre compte en parcourant les recommandations du lobby du numérique, le *Livre bleu* du Groupement des industries de l'interconnexion des composants et des sous-ensembles électroniques (GIXEL) :

« Le passage de l'identité physique à l'identité numérique s'impose de plus en plus dans tous les milieux à cause du développement des TIC et en particulier de l'Internet. [...]

– *Acceptation par la population* : La sécurité est très souvent vécue dans nos sociétés démocratiques comme une atteinte aux libertés individuelles. Il faut donc faire accepter par la population les technologies utilisées et parmi celles-ci la biométrie, la vidéosurveillance et les contrôles. Plusieurs méthodes devront être développées par les pouvoirs publics et les industriels pour faire accepter la biométrie. Elles devront être accompagnées d'un effort

de convivialité par une reconnaissance de la personne et par l'apport de fonctionnalités attrayantes :

- Éducation dès l'école maternelle, les enfants utilisent cette technologie pour rentrer dans l'école, en sortir, déjeuner à la cantine, et les parents ou leurs représentants s'identifieront pour aller chercher les enfants.
- Introduction dans des biens de consommation, de confort ou des jeux : téléphone portable, ordinateur, voiture, domotique, jeux vidéo.
- Développer les services "cardless" à la banque, au supermarché, dans les transports, pour l'accès Internet... La même approche ne peut pas être prise pour faire accepter les technologies de surveillance et de contrôle, il faudra probablement recourir à la persuasion et à la réglementation en démontrant l'apport de ces technologies à la sérénité des populations et en minimisant la gêne [sic] occasionnée. Là encore, l'électronique et l'informatique peuvent contribuer largement à cette tâche^[32]. »

Le plus grand génocide de l'Histoire, celui de la biosphère tout entière, a déjà commencé. *Dans Comment les riches détruisent la planète*, Hervé Kempf nous décrit les lignes majeures de ce *Gestell* mondialiste aux niveaux écologique et politique. Sur un plan strictement géopolitique, le *Gestell* mondialiste consiste à jouer avec la vie de millions, voire de milliards d'êtres humains. Ce jeu géopolitique prend deux formes : la recombinaison libre des frontières d'une part, le contrôle démographique d'autre part.

Nous l'avons vu, l'abolition des frontières, c'est le règne de la mort, tant au plan biologique que psychique, il n'y a de vie psychique, c'est-à-dire de

production de sens, que dans l'incertitude et l'affrontement à un quelque chose qui résiste, à un *réel* quelconque, une frontière, une limite. Si les frontières ne résistent plus, ce sont les principes mêmes d'identité, de distinction et d'élaboration sémantique qui vacillent, signant à terme l'effondrement du système sur lui-même, ou alors sa survie dans un espace liminaire qui est celui du « zombie », à mi-chemin entre la vie et la mort.

Le *Gestell* géopolitique, la recomposition volontariste des frontières, comme en Irak depuis l'invasion américaine, ou en Europe avec la création d'euro-régions qui n'obéissent qu'à des logiques commerciales, relève dès lors d'une sorte de mystique hallucinée et morbide, telle que l'analyse Pierre Hillard dans *La Marche irrésistible du Nouvel Ordre mondial*, expression de ce processus général de désœdipianisation dont le fantasme directeur semble être la création d'une forme de vie totalement plastique et flexible, en un mot l'esclave idéal, dont l'identité n'a plus d'attaches, plus d'origines, et peut donc être réécrite à volonté.

Seul un contrôle démographique drastique permettra d'élaborer cette humanité future zombifiée. Dans la continuité des théories d'un Thomas Malthus (1766-1834), divers programmes de réduction démographique ont vu le jour et ont été appliqués avec plus ou moins de succès dans divers pays ces deux derniers siècles. Tous les moyens sont bons pour parvenir à la dépopulation, que ce soit en empêchant les naissances, ou, quand les êtres sont nés, par le meurtre de masse prémédité. Le rôle des diverses instances supranationales, ONG ou autres, réside avant tout dans la planification de crises, de guerres, d'épidémies et de famines, notamment au moyen du Codex Alimentarius.

D'un point de vue général, le biopouvoir consiste à gouverner par l'entretien d'une menace sur la survie physique des populations, menace qui

n'a pas absolument besoin d'être réelle pour être efficace. Le rapport d'Iron Mountain, publié dans les années soixante sous la direction de l'économiste John Galbraith et intitulé *La Paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres*, est à ce sujet parfaitement clair :

« L'existence d'une menace extérieure à laquelle il est ajouté foi est, par conséquent, essentielle à la cohésion sociale aussi bien qu'à l'acceptation d'une autorité politique. La menace doit être vraisemblable, son ampleur doit être en rapport avec la complexité de la société menacée, et elle doit apparaître, pour le moins, comme pesant sur la société tout entière^[33]. »

Définir un ennemi, geste fondateur de la politique selon Carl Schmitt. Mais qui a dit que l'ennemi devait être réel ?

CONCLUSION PROVISOIRE

Le pouvoir centralisé qui tente de se mettre en place au niveau mondial ne possède aucune légitimité démocratique. L'Union européenne en est l'illustration la plus frappante. Un despotisme éclairé, authentiquement soucieux des intérêts du peuple, serait à la limite tolérable, mais nous en sommes déjà fort loin. En l'occurrence, le risque d'extinction que ce Nouvel Ordre mondial fait peser, non seulement sur l'humanité, mais encore sur toute forme d'intelligence, est le plus grave que l'Histoire ait jamais connu.

De fait, son projet est bel et bien d'achever l'Histoire. Car ce n'est pas tel ou tel groupe humain que le mondialisme cherche à exterminer, mais l'espèce dans son entièreté, et encore au-delà, la simple capacité à l'articulation intelligible d'un discours signifiant. Face à cette violence inouïe, la résistance doit s'organiser.

Cependant, si l'on veut qu'elle soit constructive et ne stagne pas dans des émeutes incohérentes et acéphales ou du terrorisme stérile, cette résistance doit impérativement être organisée, planifiée, calculée, stratégique, dans l'optique d'une prise de pouvoir institutionnelle, essentiellement par l'infiltration lente des structures du pouvoir. La contestation reste inoffensive aussi longtemps qu'elle reste visible, hors système ou dans la rue. Il faut lui substituer une subversion invisible, située au cœur du système et inscrite dans le long terme. L'insurrection qui vient doit être conçue, réfléchie, méthodique et rationnelle.

La propédeutique à tout renversement du pouvoir illégitime a donc besoin d'une organisation de type militaire, et pas seulement militante, nourrie d'une réflexion tactique et stratégique approfondie, elle-même appuyée sur une éducation à la culture du renseignement, espionnage et contre-espionnage, ainsi que sur un profilage et une mise en fiche systématiques de ceux qui nous profilent et nous mettent en fiches. Connaître son ennemi, lui appliquer ce qu'il nous applique, rétablir l'égalité du couple « voir et être vu », en bref, pirater les pirates pour répondre à la question que se posait Juvénal : « Qui gardera les gardes ? »

Un modèle d'organisation nous a été proposé par l'Histoire : il s'agit du Conseil national de la Résistance (CNR), formé suite à l'appel du 18 juin 1940 lancé par de Gaulle en exil, et qui rassembla des femmes et des hommes de toutes origines politiques, sociales, confessionnelles, pour lutter contre l'envahisseur nazi.

Aujourd'hui, l'ennemi du genre humain a changé. Il n'est plus identifiable à une zone géopolitique particulière. Il appartient à cette « classe transnationale de privilégiés » dont nous parle Jacques Attali, oligarchie économiquement dominante, qui travaille activement à l'architecture-système de la mondialisation selon les modalités d'ingénierie que nous avons décrites, et dont Warren Buffett prétend qu'elle est en train de gagner la guerre contre les classes populaires.

La guerre a donc bien été déclarée. En réponse, nous voulons par ce texte apporter notre pierre à un futur Deuxième Conseil national de la Résistance. Notre manifeste, reproduit ci-après, sera l'appel des Vétérans du CNR lancé en 2004 pour commémorer le 60^e anniversaire du programme du Conseil national de la Résistance, programme politique conçu par le peuple, pour le peuple et dont l'oligarchie a dit qu'il fallait le déconstruire

méthodiquement. En posant cette première pierre, notre but est de fédérer dans une Union sacrée toutes les volontés de se battre contre l'ennemi commun, qui prend aujourd'hui le visage de ce Nouvel Ordre mondial fondé sur la stratégie du choc, le chaos planifié, les crises économiques ou sanitaires programmées, la virtualisation du Sens et le brandissement d'une « menace terroriste » pour justifier la surveillance concentrationnaire des populations.

Si ce système ne s'effondre pas de lui-même, alors il faudra l'y aider. Nous allons le faire. Nous sommes nombreux. Nous sommes des millions. Des millions de fois plus nombreux que notre ennemi. Il a peur de nous. Il tremble de terreur car il sait que son pouvoir est fragile et ne repose que sur le bluff et le crédit que nous lui accordons. Toute sa force ne repose que sur des représentations auxquelles nous avons cru. Cessons d'y croire, cessons d'obéir et le réel apparaîtra : nous sommes plus forts que lui. Le roi est nu. En outre, son propre pouvoir le fait souffrir car il sait bien au fond de lui qu'il repose sur le mensonge. Inconsciemment, il nous demande de le frapper pour le ramener à la raison. Ne nous privons pas. Il nous remerciera à la fin.

-
- [1] Attali (Jacques), *Une brève histoire de l'avenir*, Paris, Fayard, 2006 ; Conversation d'avenirs, sur la chaîne Public Sénat : [www.dailymotion.com/ video/ x7e8zq_attali-et-la-puce-rfid_news](http://www.dailymotion.com/video/x7e8zq_attali-et-la-puce-rfid_news)
- [2] Crozier (Michel) et Friedberg (Erhard), *L'Acteur et le Système*, Paris, Éditions du Seuil, 1977, pp. 105 et 171.
- [3] "There's class warfare, all right", Mr. Buffett said, "but it's my class, the rich class, that's making war, and we're urinning". Stejn (Ben), « In Class Warfare. Guess Which Class Is Winning », New York Times, 26 novembre 2006 : [http:// www.nytimes.com/ 2006/ 11/ 26/ business/ yourmoney / 26every.html](http://www.nytimes.com/2006/11/26/business/yourmoney/26every.html)
- [4] Reza (Yasmina), *L'Aube, le soir ou la nuit*, Paris, Flammarion, 2007, p. 44.
- [5] Ministère de l'Éducation nationale, délégation à la communication, Cahier des clauses particulières, CCP n° 2008/ 57 du 15 octobre 2008 : [www.fabula.org/ actualites/ documents/ 26772.pdf](http://www.fabula.org/actualites/documents/26772.pdf)
- [6] Mandraud (Isabelle), « L'obsession de l'ultragauche », *Le Monde*, 3 décembre 2008 : [www.lemonde.fr/ societe/ article/ 2008/ 12/ 03/ l- obsession- de- l- ultragauche _ l 126282_ 3224.html#ens_id=1103607](http://www.lemonde.fr/societe/article/2008/12/03/l-obsession-de-l-ultragauche_1126282_3224.html#ens_id=1103607)
- [7] Agence France-Presse, «Les banques coupables d'avoir délibérément provoqué la crise financière», 6 mai 2009 : [www.romandie.com/ infos/ news2/ 090506 175941.12de5ok3.asp](http://www.romandie.com/infos/news2/090506175941.12de5ok3.asp)
- [8] Engdahl (F. William), « Behind the Panic: Financial Warfare over Global Bank Power», 10 octobre 2008 : [www.engdahl. oilgeopolitics.net/ Financial_ Tsunami/ Warfare_ Behind_ Panic/ warfare_ behind_ panic.html](http://www.engdahl.oilgeopolitics.net/Financial_Tsunami/Warfare_Behind_Panic/warfare_behind_panic.html)
- [9] Minc (Alain), *Dix jours qui ébranleront le monde*, Paris, Grasset, 2009, p. 122.
- [10] Veil (Emmanuelle), « Réforme de l'État : Renaud Dutreil se lâche », Charlie Hebdo, 27 octobre 2004 : [http:// filinfo.joueb.com/ news/ reforme- de- l- etat- renaud- dutreil-se-lache/](http://filinfo.joueb.com/news/reforme-de-l-etat-renaud-dutreil-se-lache/)
- [11] Kessler (Denis), « Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde ! », Challenges, 4 octobre 2007 : [www.challenges.fr/ opinions/ 1191448800. CHAP1020 712/ adieu_ 1945_ raccrochons_ notre pays_ au_ monde_ .html](http://www.challenges.fr/opinions/1191448800.CHAP1020712/adieu_1945_raccrochons_notre_pays_au_monde_.html)
- [12] François (Ludovic), Denécé (Éric), Harbulot (Christian), *Business sous influence*, Paris, Éditions d'Organisation, 2004, pp. 64-65.

- [13] Ewen (Stuart), *Consciences sous influence*, Paris, Aubier, 1983, pp. 66 et 69.
- [14] Bernays (Edward), *Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie*, Paris, La Découverte, 2007, pp. 31, 33 et 50.
- [15] Jauvert (Vincent), (interview avec), « Oui, la CIA est entrée en Afghanistan avant les Russes... », *Le Nouvel Observateur*, 15 janvier 1998 : [http:// hebdo.nouvelobs.com/ hebdo/ parution/ pl9980115/ articles/ al9460-.html](http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/pl9980115/articles/al9460-.html)
- [16] Martin (Hans-Peter) et Schumann (Harald), *Le Piège de la mondialisation*, Paris, Actes Sud, 1997, pp. 13-20.
- [17] Joule (Robert-Vincent) et Beauvois (Jean-Léon), *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2002, p. 103.
- [18] *Ibid.*, p. 30.
- [19] Morrisson (Christian), « la faisabilité de l'ajustement », *Cahier de politique économique*, n° 13, Centre de développement de l'OCDE, 1996, p. 30 : [www.cip- idf. org/ IMG/ pdf/ ocde_ n_ 13_ .pdf](http://www.cip-idf.org/IMG/pdf/ocde_n_13_.pdf)
- [20] Agence France-Presse, « Une étude pointe les failles du vote électronique », *Le Nouvel Observateur*, 8 juillet 2008 : [http:// tempsreel. nouvelobs.com/ actualites/ politique/ 20080708.OBS2090/ une_etude_pointe_les_failles_du_vote_ electronique.html](http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/politique/20080708.OBS2090/une_etude_pointe_les_failles_du_vote_electronique.html)
- [21] Grasset (Philippe), « Le virtualisme repéré à Washington », 23 octobre 2004 : [www.dedefensa.org/ article.php ?art_id=1250](http://www.dedefensa.org/article.php?art_id=1250)
- [22] Londres, Faber and Faber, 1971.
- [23] Gounger (Eva), *Code Chavez. CIA contre Venezuela*, préface de Michel Collon, Embourg, Oser Dire, 2006, p. 24.
- [24] Landrin (Sophie), « La campagne de M. Obama inspire les conseillers de M. Sarkozy », *Le Monde*, 4 novembre 2008 : [www. archipope.net/ article- 25260 145.html](http://www.archipope.net/article-25260145.html)
- [25] Suskind (Ron), « Without a Doubt. Faith, Certainty, and the Presidency of George W. Bush », *New York Times*, 17 octobre 2004 : [www.nytimes.com/ 2004/ 10/ 17/ magazine/ 17BUSH.html ? ex=125566560G &en=890a96189e 16207 6&ei =5090 &partner =rssuserland](http://www.nytimes.com/2004/10/17/magazine/17BUSH.html?ex=125566560G&en=890a96189e162076&ei=5090&partner=rssuserland)
- [26] Ewen (Stuart), *op. cit.*, pp. 87-88.

- [27] Paye (Jean-Claude), « L'affaire de Tarnac : un ordre psychotique », L'Humanité, 29 décembre 2008 : www.humanite.fr/2008-12-29_Tribune-libre_L-affaire-de-Tarnac-un-ordre-psychotique
- [28] Agence France-Presse, « Des Allemands revendiquent les sabotages contre les lignes SNCF », Le Point, 15 décembre 2008 : www.lepoint.fr/actualites-societe/des-allemands-revendiquent-les-sabotages-contre-les-lignes-sncf/920/0/300069
- [29] Tiqqun, *Premiers matériaux pour une théorie de la Jeune-Fille*, Paris, Mille et une nuits, 2001, pp. 10-12.
- [30] Kristeva (Julia), *Les Nouvelles Maladies de l'âme*, Paris, Fayard, 1993, p. 319.
- [31] « L'humain », Le Philosophoire, n° 23, « La nouvelle conception de l'homme. La construction de l'être humain », débat public organisé le 3 mai 2000 par le Zentrum für Kunst und Medientechnologie (ZKM) et le Centre culturel français de Karlsruhe.
- [32] GIXEL, Livre bleu. Grands programmes structurants, propositions des industries électroniques et numériques, 2004, pp. 5 et 35 : http://www.gfie.fr/fr/images_db/Livre%20bleu.pdf
- [33] Galbraith (John), *La Paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres*, Paris, Calmann-Lévy, 1968, p. 113.